

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ANALYSE DES REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET DES DISCOURS
POLITIQUES DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE (1992-1994). LA
REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION AMÉRICAINE EN
SOMALIE DU *NEW YORK TIMES*

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MÉLANIE POULIOT

AVRIL 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire est le résultat d'efforts acharnés et de conseils judicieux. Tout d'abord, je tiens à remercier tous mes collègues de travail des différents groupes de recherches grâce auxquels j'ai vécu de formidables moments. Ainsi, je remercie : Justin, Éric, Louis, Marie-France, Alexandra, Charles, Alexis, les deux Julie et Marie-Ève pour leur soutien amical. Un petit mot particulier pour Justin et Louis qui ont lu en partie ou en totalité ce mémoire. Vos recommandations me sont apparues très constructives.

Je ne peux passer outre l'appui de ma famille à tous les niveaux ainsi que les bienfaits du foyer familial et de l'air de la campagne sur mon esprit et mon inspiration. Je remercie également Pierre pour sa patience et sa compréhension durant ce parcours.

Enfin, je remercie sincèrement mon directeur, Alex Macleod, qui a été non seulement mon tuteur académique, mais avant tout un patron compréhensif, qui m'a accordé sa confiance, un patron dont je crains de ne pouvoir retrouver l'équivalent dans le « monde du travail ».

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
La méthodologie.....	4
Plan du mémoire.....	5
CHAPITRE I	
LES CARACTÉRISTIQUES DOMINANTES DE LA GUERRE FROIDE ET DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE : DISCOURS UNIVERSITAIRES, DISCOURS POLITIQUES ET REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES	7
1.1 Les traits dominants de la guerre froide.....	7
1.1.1 Les interventions américaines : Corée et Vietnam.....	10
1.2 Le contexte de l'après-guerre froide : discours universitaires et discours politiques dominants	14
1.2.1 Courant dominant : la thèse positive.....	15
1.2.2 Courant dominant : la thèse négative.....	17
1.2.3 Les discours politiques des présidents de l'après-guerre froide.....	19
1.2.4 Institutionnalisme et multilatéralisme.....	20
1.2.5 Les motifs et les formes d'intervention.....	21
CHAPITRE II	
LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION AMÉRICAIN EN SOMALIE VÉHICULÉE PAR LES JOURNALISTES DU <i>NEW YORK TIMES</i>	24
2.1 Les médias en tant qu'acteurs de la sphère politique : analyse selon les types d'opérations à l'étranger.....	24
2.1.1 Typologie du rôle des médias : application au cas de la Somalie.....	25
2.2 La représentation de l'opération des États-Unis en Somalie dans les articles du <i>New York Times</i>	30

2.2.1 Dans l'attente des troupes américaines.....	30
2.2.2 Le contexte somalien : discours politiques et représentations médiatiques.....	32
2.2.3 L'épineuse question du désarmement : confusions et divergences.....	35
2.2.4 La Somalie sous Clinton : transformation de la mission et position des journalistes.....	39
2.2.5 L'escalade de la violence.....	42
2.2.6 Processus d'identification de l'ennemi.....	47
2.3 Les idées dominantes de la couverture du continent africain.....	53
2.3.1 Le schéma de la représentation médiatique de l'Afrique.....	53
2.3.2 L'application à la représentation politique et médiatique de la Somalie.....	54
 CHAPITRE III DISCOURS POLITIQUES DE L'ORDRE MONDIAL ET REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE.....	
3.1 Les grandes lignes de la politique étrangère telles que définies par les présidents Bush et Clinton.....	61
3.2 Bilan de la présidence de Bush : qu'est-il advenu du « Nouvel ordre mondial »?.....	62
3.3 Rôle et légitimité de l'ONU.....	64
3.3.1 La question du commandement : un dilemme politique.....	64
3.3.2 Le désarmement : débats et confusions.....	66
3.3.3 L'éclatement de la violence et les capacités de l'ONU de la contrer.....	67
3.4 L'interprétation du multilatéralisme et de l'hégémonie.....	70
3.5 La propagation du modèle étatique.....	73
3.6 Les conditions d'intervention en redéfinition.....	74
3.7 Évaluation de la mission.....	77
CONCLUSION.....	83
BIBLIOGRAPHIE.....	88

RÉSUMÉ

L'analyse du rôle des médias depuis la guerre du Vietnam est un objet d'étude de plus en plus exploré. Par contre, la fin de la guerre froide marque également la fin du consensus idéologique de cette période. Dans le contexte de l'après-guerre froide les médias ainsi que les décideurs politiques sont confrontés à un vide politique, analytique et idéologique. L'objectif de ce mémoire est de comparer les discours politiques de l'ordre mondial de cette période, soutenus par les présidents Bush et Clinton, et les représentations médiatiques véhiculées par les journalistes du *New York Times* à travers le cas de l'intervention américaine en Somalie (1992-1994).

À cette problématique, nous posons la question de recherche suivante : est-ce qu'il existe un écart entre les discours politiques visant à définir l'ordre mondial tel qu'énoncé par les présidents Bush et Clinton et la représentation qu'en font les journalistes du *New York Times* dans leurs articles à la lumière de l'opération américaine en Somalie ?

Afin de répondre à cette interrogation, nous procédons, en premier lieu, à l'identification des caractéristiques dominantes de la politique étrangère et de sécurité des États-Unis pour les périodes de la guerre froide et de l'après-guerre froide. Deuxièmement, à l'aide de l'analyse des articles du *New York Times* nous présentons la représentation que les journalistes de ce quotidien soutiennent de l'intervention américaine en Somalie. Enfin, cette représentation nous permet d'évaluer l'existence ou l'inexistence d'un écart entre les discours politiques et les représentations médiatiques de l'après-guerre froide.

Mots clés : Somalie, discours politiques, représentations médiatiques, *The New York Times*, politique étrangère des États-Unis, guerre froide, après-guerre froide

INTRODUCTION

Le rôle des médias au sein des conflits armés et des opérations de maintien de la paix est un enjeu qui suscite de plus en plus l'intérêt des spécialistes en communication et en science politique. L'avènement de la presse, de la radiodiffusion, de la télévision, des chaînes d'information continue et du réseau Internet a permis aux journalistes de devenir progressivement une partie intégrante des rouages de la sphère politique et dans le cas précis des guerres et des opérations de paix, des acteurs à part entière avec lesquels les dirigeants politiques et les militaires doivent composer. Dans la littérature sur les médias, de nombreuses études portent sur la détermination de leur influence auprès des décideurs politiques. Au-delà des conclusions relatives au degré d'influence, il est possible d'en dégager des modèles d'interaction entre les acteurs gouvernementaux et les médias.

Ces interactions, qu'elles fassent référence à l'interdépendance ou à la domination sont instructives quant aux liens qu'il est possible d'établir entre les discours politiques et médiatiques. Souvent qualifiés d'outils de propagande et de vecteurs idéologiques pendant la période historique de la guerre froide, les propos des instances gouvernementales et médiatiques sont souvent de connivences, soit par libre choix des acteurs médiatiques ou encore sous l'emprise des dispositifs de contrôle élaborés et opérationnalisés par le gouvernement et la structure militaire.

À l'opposé, l'éclatement de ces paramètres, causé par la fin de la bipolarité, laisse les médias et les dirigeants dans un vide idéologique et politique à combler. Au niveau des politiques étrangères et de sécurité, cette rupture signifie la possibilité pour les vainqueurs de redéfinir les règles du jeu. Dans ce jeu, il va s'en dire que les États-Unis possèdent un rôle de choix, celui de la puissance gagnante qui détient la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour les valeurs et les projets qu'ils défendent. Le vide analytique de cette période se fait également ressentir du côté

des médias, la perte des cadres de référence dans l'interprétation de la politique étrangère des États-Unis implique un questionnement sur les « nouveaux enjeux » et les « nouvelles réalités » de l'époque.

À cet effet, l'une des problématiques qui marque l'après-guerre froide a trait aux interventions militaires américaines à l'étranger. En 1991, les États-Unis se retrouvent à la tête de la coalition multilatérale, sous l'égide de l'ONU, participant à la Guerre du Golfe et déploient, à peine un an plus tard, 28 000 soldats en Somalie. Même si ces deux opérations diffèrent dans leur nature et leur mandat, il demeure qu'elles font office de test pour les administrations Clinton et Bush. D'ailleurs, ce dernier les inscrit dans sa tentative de redéfinir les grandes lignes de la politique étrangère et des conditions d'intervention au sein de l'après-guerre froide, exercice que Clinton poursuivra.

Ces constats très vastes nous conduisent à nous pencher sur l'objectif général de notre mémoire qui est de comparer les discours politiques et les représentations médiatiques de l'après-guerre froide. Dans un premier temps, les discours politiques que nous retenons sont représentés par les tentatives des présidents Bush et Clinton de définir l'ordre mondial de la post-bipolarité. Dans le cas de Bush, il réunit les caractéristiques dominantes de cette période sous la bannière du « Nouvel ordre mondial ». Cette doctrine, formulée dans le but de circonscrire les décisions et les actions des États-Unis en termes de politique étrangère et de sécurité, peut se résumer en quelques points, notamment ; la poursuite d'interventions à l'étranger dans un cadre multilatéral et institutionnel, l'élaboration de conditions d'intervention qui dépassent la préservation des intérêts nationaux et qui vise la protection de la sécurité internationale. Enfin, dans ce nouveau contexte les États-Unis, en tant que vainqueur de la guerre froide, assument le rôle de puissance mondiale qui tentera de faire rayonner la démocratie et le capitalisme ainsi que les valeurs qui s'y rattachent.

Cette doctrine trouve son application, selon George H. Bush, dans l'intervention américaine en Somalie (1992-1994). De son côté, le Président Clinton endosse la doctrine du « Nouvel ordre mondial », tout en misant sur une stratégie « d'engagement et d'élargissement » dont le but est de favoriser la diffusion de la démocratie et des économies de marché. Cependant, quelque temps après le retrait des troupes américaines en Somalie, il révisera ses politiques d'intervention.

Trois facteurs justifient le choix de la participation des États-Unis en Somalie où sévit une famine causée par les conflits entre plusieurs factions armées qui aspirent à atteindre le pouvoir dans un pays sans gouvernement. 1) elle se veut représentative des opérations humanitaires futures et des caractéristiques de l'ordre mondial ; 2) elle représente un nouveau type d'opération à explorer pour les journalistes au sein de la post-guerre froide ; 3) les États-Unis, par leur statut de superpuissance, sont en mesure de définir les paramètres de l'après-guerre froide.

Dans un deuxième temps, l'analyse des représentations médiatiques se fait sur la base des articles de formats divers véhiculés par les journalistes du *New York Times* au sujet de l'intervention des États-Unis en Somalie. Nous avons retenu ce quotidien pour les motifs suivants : 1) une grande part de son contenu est réservée à la couverture des enjeux de politique internationale ; 2) Le *New York Times* se situe au rang des incontournables aux États-Unis, avec un tirage qui s'élève à 1 160 000 exemplaires par jour, il emploie 1 000 journalistes, possède 29 bureaux à l'étranger et a remporté plus de 80 prix Pulitzer ; 3) il se démarque par son rôle de chef de file au niveau de l'information, c'est-à-dire que les réseaux de télévision et les autres journaux s'y réfèrent pour le choix des sujets à couvrir ; 4) la présentation de l'opération en Somalie est assurée par des correspondants dépêchés en trois points névralgiques, Washington, New York et dans quelques villes somaliennes ; 5) enfin, la majorité des recherches sur les médias se concentrent sur la télévision et le réseau Internet, nous croyons que l'étude des

journaux ne doit pas être reléguée aux oubliettes et que la pertinence de ce moyen de communication est patente.

Ces deux étapes nous permettent de comparer les discours politiques de l'ordre mondial défini par Bush et Clinton et la représentation des journalistes du *New York Times* de la mise en pratique de ces discours. Tout cela nous mène à notre question de recherche : est-ce qu'il existe un écart entre les discours politiques visant à définir l'ordre mondial tel qu'énoncé par les présidents Bush et Clinton et la représentation qu'en font les journalistes du *New York Times* à la lumière de l'opération américaine en Somalie ?

La méthodologie

Sur le plan méthodologique, nous utilisons différents outils qui varient selon les chapitres du mémoire. Sans présenter dans le détail la méthodologie de chacun des chapitres, de façon générale nous effectuons la synthèse et l'analyse de sources secondaires rédigées par des politologues et des spécialistes des communications. Nous analysons également 11 discours du Président George H. Bush¹, 7 discours du Président Clinton et 3 des membres de son Administration². En ce qui concerne l'analyse de la représentation médiatique de la Somalie, nous retenons un échantillon de 120 articles du quotidien le *New York Times* qui couvre la période du 16 novembre 1992 au 26 mars 1994. L'échantillon sélectionné est marqué par les caractéristiques suivantes : 1) les articles survolent l'ensemble de l'opération américaine en Somalie et s'échelonnent du processus menant à la décision du Président Bush de déployer des troupes au retrait définitif de ces dernières ; 2) les articles rédigés par des correspondants en Somalie, aux Nations unies, à Washington ainsi que les éditoriaux sont choisis dans l'objectif de

¹ Les discours retenus ont été prononcés entre janvier 1990 et janvier 1993.

² Ces discours ont été prononcés entre les mois de janvier et octobre 1993.

confronter leurs interprétations de l'intervention américaine ³; 3) nous effectuons une analyse qualitative des articles en les regroupant selon les étapes de la mission ou encore selon le thème étudié.

Plan du mémoire

Afin de vérifier s'il existe un écart entre les discours politiques de l'ordre mondial et les représentations médiatiques qui se retrouvent dans les articles du *New York Times* au sujet de l'opération américaine en Somalie, il est primordial de déterminer quelles sont les caractéristiques dominantes incluses dans ces discours politiques, de présenter l'implication des types d'interventions étrangères sur la nature de ces discours, de procéder à l'analyse de cas de l'opération américaine en Somalie afin d'identifier les discours des journalistes à partir des caractéristiques dominantes sélectionnées. Plus précisément, le mémoire comprend trois chapitres que nous divisons ainsi.

Le chapitre I présente, dans un premier temps, les traits dominants guidant la politique étrangère et de sécurité des États-Unis pour la guerre froide ainsi que la position des journalistes envers les discours présidentiels à travers l'analyse de l'intervention américaine en Corée et au Vietnam et, dans un deuxième temps les discours de l'ordre mondial en période post-bipolaire. Par la suite, nous procédons, en trois parties, à l'étude de l'échantillon des articles du *New York Times* dans le chapitre II. La première présente le rôle des médias selon le type d'intervention à l'étranger et effectue un lien avec l'opération américaine en

³ D'ailleurs, il est pertinent de noter la distinction dans la définition des différentes catégories de journalistes qui forment le *New York Times*. Tout d'abord, le rôle des éditorialistes est de tracer les tendances générales et les opinions qui orientent la position du journal. Deuxièmement, les journalistes en poste à Washington et les envoyés spéciaux peuvent se dégager de cette ligne, mais ils s'en rapprochent dans la plupart des cas. Enfin, les « columnist », que nous désignons par le titre de chroniqueurs en français, détiennent une liberté totale face aux opinions qu'ils défendent. Thomas L. Friedman fait partie de cette catégorie. Par contre, dans le mémoire nous notons une convergence entre ces quatre catégories dans la représentation médiatique de l'intervention américaine en Somalie. Ils formulent tous des critiques, à des degrés divers, envers la gestion de la mission et l'inapplication des principes politiques de l'après-guerre froide.

Somalie. La seconde partie analyse le traitement médiatique de la participation américaine en Somalie à travers six étapes déterminantes de l'opération. La troisième établit un parallèle entre le schéma explicatif des fondements de la représentation médiatique de l'Afrique, élaboré par Beverly Hawk (1992), et le traitement de la crise somalienne par les journalistes du *New York Times*.

Finalement, l'objet du chapitre III est de répondre à la question de recherche du mémoire. En premier lieu, nous effectuons un retour sur les discours dominants soutenus par les deux présidents lors de l'après-guerre froide, pour ensuite les opposer à la perception qu'en ont les journalistes à travers le regard qu'ils posent sur l'opération en Somalie. Nous comparons leurs interprétations à travers cinq thèmes centraux : le rôle et la légitimité de l'ONU, la perception des notions de l'hégémonie et du multilatéralisme, l'importance accordée au projet de développement des États démocratiques, les conditions d'intervention et finalement, le bilan de l'opération en Somalie.

CHAPITRE I

LES CARACTÉRISTIQUES DOMINANTES DE LA GUERRE FROIDE ET DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE : DISCOURS UNIVERSITAIRES, DISCOURS POLITIQUES ET REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES

L'objectif de ce chapitre est de présenter les discours dominants dans les domaines de la sécurité et de la politique étrangère américaine dans le cadre de la guerre froide et de l'après-guerre froide. Les éléments centraux qui se retrouvent dans les discours universitaires, politiques et médiatiques sont retenus. Le chapitre se divise en deux sections : la première retrace les principales caractéristiques de la guerre froide telles que définies par les acteurs politiques et au traitement médiatique qui en résulte. Cet exercice nous permettra de constater la communion entre les discours politiques et les représentations médiatiques à travers l'implication américaine au Vietnam et en Corée et surtout de déceler et de comprendre quelques facteurs explicatifs de cette correspondance.

La seconde section aborde les traits dominants de la définition de l'ordre mondial en se penchant, tout d'abord, sur les thèses positives et négatives, répertoriées par Didier Bigo. Ensuite, nous présentons les discours de l'ordre mondial tels que formulés par les présidents George H. Bush et William J. Clinton.

1.1 Les traits dominants de la guerre froide

Il est difficile de définir la période de la guerre froide comme étant homogène, sa longue durée (de 1945 à 1990) suppose la succession de plusieurs présidents

américains, de relations variables entre les deux superpuissances⁴ et un caractère multidimensionnel (Kort, 1998, p.3). Il demeure néanmoins que des caractéristiques et des tendances idéologiques marquent cette structure.

C'est au cours de cette période que se déroule la lutte, à plusieurs niveaux, entre les États-Unis et l'Union soviétique. Tout d'abord, la possession par les deux puissances de l'arme nucléaire, dont l'utilisation peut provoquer la destruction mutuelle, limite les affrontements directs entre elles. Par conséquent, les conflits sont déplacés en périphérie, plus particulièrement dans les pays du Tiers-Monde où les deux grands s'affrontent directement ou indirectement (Kort, 1998, p.3-4). Un théâtre dans lequel les pays s'alignent envers l'un ou l'autre des camps.⁵

Ces deux camps représentent beaucoup plus que deux entités géographiques, ils sont avant tout marqués par l'idéologie qu'ils véhiculent et qui guide leurs actions. Au-delà de la lutte entre deux systèmes politiques et économiques qui semblent inconciliables, il s'agit de deux modes de vie dont chacun défend la supériorité (Kort, 1998, p. 4). L'idéologie et le contrôle des idées se manifestent dans tous les domaines et orientent certainement les perceptions de l'autre. Étant donné que l'objet de notre étude se limite aux États-Unis, la perception américaine sera ici retenue, Kort la définit ainsi : « Les États-Unis perçoivent l'Union soviétique comme une puissance expansionniste guidée par le projet d'une révolution communiste mondiale et dirigée par des dictateurs violents et brutaux » (Kort, 1998, p.6).

Dans une perspective plus large, les enjeux de sécurité et les conditions d'intervention sont orientés autour de cette crainte de la propagation du régime

⁴ Les relations Est-Ouest sont divisées en plusieurs phases qui ne font toutefois pas consensus entre les chercheurs. Par exemple, citons la détente entre 1969 et 1979 ou encore la reprise des tensions dans les années 1980 sous la présidence de Reagan (Scott, 2005, p.103).

⁵ Par contre, Scott précise que l'alignement ne s'effectue pas toujours selon des motifs de communion au niveau idéologique, mais également en fonction des intérêts des dirigeants de ces pays. À titre d'exemple, il remet en cause les affiliations de Fidel Castro et de HO Chi Minh, qui ont profité des tensions entre les deux grands pour se joindre à l'Union soviétique, des alliances qui n'auraient peut-être jamais existé dans un contexte différent (Scott, 2005, p. 309).

communiste et de la configuration bipolaire du monde, un monde marqué par une conception manichéenne. Ainsi, la victoire au sein de ce type de guerre suppose la capitulation de l'un des camps qui consiste ici à l'abandon de son projet et des valeurs qu'il véhicule.

À cette époque, la promotion des idées prend une forme idéologique, particulièrement dans le langage des hommes politiques. Qu'en est-il des médias américains ? Peut-on remarquer des liens entre les propos de ces deux acteurs ? Les idées comptent énormément dans l'élaboration des éléments dominants d'une époque et offrent des paramètres aux journalistes qui retrouvent, dans le domaine politique ou encore dans les discours des présidents, des thèmes récurrents et prépondérants leur servant d'outils dans leurs interprétations de la guerre froide (Strobel, 1997 ; Hallin, 1986).

Pour Daniel Hallin, l'importance de l'idéologie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne fait pas de doute :

À tous les niveaux de la politique étrangère, les Américains se retrouvent dans une période de consensus idéologique. La vision du monde lors de la guerre froide domine à un tel degré la pensée américaine au niveau des relations internationales que, durant ces années, il s'avère impossible de s'éloigner de cette vision. Les Américains ne connaissent pas d'autres langages afin de réfléchir et de partager leurs connaissances sur la guerre froide [...] à ce sujet les journalistes ne font pas exception (Hallin, 1986, p.50)⁶.

De manière générale, les médias abordent les conflits de cette période selon des paramètres prédéfinis. Par exemple, ils soutiennent que les interventions américaines en sols étrangers deviennent nécessaires et légitimes afin de contrer la prolifération du communisme et que c'est au nom de la démocratie, de la liberté et du capitalisme que cette lutte est menée. Une vision manichéenne du monde

⁶ Par contre, il existe aux États-Unis un groupe de dissidents qui porte le nom de révisionnistes qui prétendent que ce sont les États-Unis qui sont expansionnistes et non pas l'inverse (Kort, 1998, p.9-12).

s'implante peu à peu avec les affrontements entre les blocs et, pour les médias, tout événement de la politique étrangère suit cette logique (Hallin, 1986, p.4).

1.1.1 Les interventions américaines : Corée et Vietnam

Afin de démontrer la communion au niveau des idées entre les dirigeants politiques et les médias américains, il est pertinent de se pencher, succinctement, sur quelques conflits qui se déroulent pendant la guerre froide et sur le traitement journalistique qui en découle. Les interventions des États-Unis en Corée et au Vietnam sont retenues.⁷

Dans le cas de la guerre de Corée (1950-1953), les médias appuient l'intervention militaire des troupes américaines dans leur lutte contre le communisme. En majeure partie, les grands journaux américains⁸ s'alignent sur la position de la Maison-Blanche. Certes, il est possible de déceler certaines critiques de l'opération américaine, mais elles se concentrent davantage autour des moyens utilisés ou encore des débats entourant la stratégie américaine plutôt qu'envers l'objectif des États-Unis d'appuyer la Corée du Sud contre le Nord sous influence soviétique. En ce qui concerne les moyens, les médias présentent le débat stratégique⁹ qui sévit entre le Président Truman et le Général MacArthur. Le premier privilégie la poursuite d'une guerre limitée tandis que le second propose l'utilisation de l'arme nucléaire et la possibilité de déclarer les hostilités contre la Chine (Hudson et Stanier, 1997).

⁷ Notre choix s'est arrêté sur ces interventions pour deux raisons : 1-: ces deux conflits sont répartis sur trois décennies de la guerre froide 1950, 1960, 1970. 2- dans les deux cas, la liberté des médias sur le terrain diffère et il est pertinent d'en noter l'impact sur l'alignement ou non des journalistes sur les acteurs politiques.

⁸ *Washington Post, New York Times, Los Angeles Times*

⁹ Selon Hallin, les journalistes ne sont pas les initiateurs des débats autour d'un conflit, ils couvrent les débats déjà existants entre les parties impliquées. Inversement si l'intervention fait consensus, ils orientent le contenu des articles autour de ce consensus (Hallin, 1986, p.10).

Sur le terrain des opérations, au début du conflit, les journalistes sont régis par la censure sur une base volontaire. Avec l'intervention de la Chine en novembre 1950, le gouvernement américain impose un régime de censure obligatoire, mais à l'image de la Deuxième Guerre mondiale, les relations entre journalistes et militaires demeurent tout de même positives et coopératives (Strobel, 1997, p. 29).

En revanche, lors de l'intervention américaine au Vietnam, la position des journalistes est nuancée et varie selon les étapes du conflit, les présidents au pouvoir, ainsi que les stratégies qu'ils adoptent relativement à la diffusion de l'information. L'étendue de cette guerre (1964-1975) permet de distinguer, dans les journaux, des phases optimistes et pessimistes¹⁰. Cependant, la perception du rôle des médias ne fait pas l'unanimité parmi les spécialistes et les dirigeants politiques. À titre d'exemple, George H. Bush, alors qu'il était Président des États-Unis, a accusé la presse d'avoir orienté l'opinion publique et d'avoir érodé son appui en produisant une couverture négative du conflit, particulièrement lors de l'offensive du Têt¹¹. (Young, 1991). D'un autre côté, certains analystes proposent des observations opposées selon lesquelles les médias ne sont pas les vecteurs du désillusionnement de la population et des troupes, mais le reflet de l'état d'esprit d'une partie de l'opinion publique défavorable au tournant de cette guerre qui s'est manifestée dans les années 1970 (Hallin, 1986).

Les stratégies présidentielles de contrôle de l'information ont un impact direct sur la représentation journalistique d'un conflit. Dès les débuts de l'opération américaine, en 1964, la tactique de John F. Kennedy et de Lyndon Johnson est de cultiver le secret. La transmission des informations à la presse se fait au compte-

¹⁰ La phase optimiste est liée au début de l'intervention américaine, de 1964 à 1968. Par contre, l'offensive du Têt qui survient en 1968 met fin à une représentation optimiste et laisse place à une couverture négative.

¹¹ Il s'agit d'une attaque simultanée d'une centaine de localités, menée par le Front de libération national et l'armée nord-vietnamienne contre les forces du Sud et les troupes américaines. Cette offensive est survenue de manière inattendue, car la semaine précédant le 30 janvier 1968, le Front de libération national avait annoncé une trêve (Hallin, 1986, p. 167-170).

goutte et lorsque la Maison-Blanche fournit des informations, elles sont majoritairement positives et favorables à l'intervention américaine (Thrall, 2000 ; Strobel, 1997, p.32).

Au Vietnam, par contre, le nombre de journalistes américains s'accroît à compter du début de l'année 1965 et l'absence de restriction officielle leur permet de constater et de communiquer l'inexactitude du portrait dressé par le pouvoir politique. Un climat de doute s'ensuit quant à la crédibilité des informations en provenance de l'Administration Johnson. Malgré l'augmentation des reportages critiques, la rencontre de mars 1965 entre les officiels des États-Unis et de Saïgon à Honolulu ne prescrit pas la mise en place de règles de censures officielles¹² (Thrall, 2000).

L'objectif de Johnson est de masquer à la presse et à l'opinion publique l'escalade de la violence et le nombre de victimes qui ne cesse de grimper dans les deux camps. En janvier 1968, avec l'offensive du Têt, la politique du gouvernement envers les journalistes est remise en question par la couverture péjorative que cet événement provoque.¹³ Ainsi, les idées véhiculées par les médias en début de conflit sont celles du gouvernement, et les journalistes y sont subtilement contraints. Par contre, dès l'offensive du Têt les médias échappent à cette tentative de musellement (Thrall, 2000, p.14-22).

En contrepartie, d'autres analystes (Beauregard et Saouter, 1997), au-delà de la notion de contrôle, spécifient que la particularité des médias pendant la guerre du Vietnam est leur entière liberté de mouvement et de parole qui représentent un

¹² Les dirigeants américains invoquent trois motifs qui justifient l'absence de règles de censure : 1- la censure suppose la déclaration de la guerre de façon officielle et Johnson n'entend pas en arriver à ce stade 2- appliquer la censure pourrait miner la crédibilité du gouvernement américain auprès des journalistes et ainsi multiplier les commentaires négatifs à son égard. 3- la mise en place d'un système de censure entraîne une augmentation des coûts au niveau des ressources humaines et logistiques (Thrall, 2000, p.19-22).

¹³ Selon les journalistes, l'offensive du Têt est un échec pour l'armée américaine, particulièrement en ce qui a trait au nombre de décès dans ses rangs. Ces propos déplaisent au gouvernement qui préfère dissimuler les pertes afin de conserver l'appui de l'opinion publique (Thrall, 2000, p.31).

moment clé dans l'histoire de l'information. C'est justement ce laxisme, au niveau des règles, qui serait à la base du « syndrome du Vietnam »¹⁴. Enfin, il est important de retenir que dans la littérature ainsi que pour les acteurs politiques et militaires cette guerre a placé les journalistes au niveau des acteurs incontournables dans les interventions militaires américaines à l'étranger. La présence de cet acteur n'est pas uniquement un boulet, comme dans les derniers souffles du conflit au Vietnam, mais également un outil qui peut servir à communiquer un message politique. Gittlin décrit parfaitement ce phénomène :

Les médias de masse deviennent le noyau du système de distribution de l'idéologie. Chaque jour, ils produisent des définitions, des associations, des symboles et des rhétoriques à travers lesquels l'idéologie se manifeste et se concrétise (Gittlin, 1992, p.6).

À la lumière de cette brève analyse de deux interventions militaires américaines se déroulant pendant la guerre froide, il appert que les médias se font les vecteurs des messages soutenus par les décideurs politiques américains en place. Les médias définissent les guerres selon une vision manichéenne du monde, ils défendent également l'implication des troupes américaines lorsque l'existence et la mise en place de la démocratie et du capitalisme est hypothéqué par la menace communiste. En ce sens, les journalistes sont contraints par les idées dominantes de cette époque qui ont façonné 50 ans de l'histoire des relations internationales. Par contre, comme ce fut le cas pour la Corée et le Vietnam, les médias ont été soumis à un contrôle de l'information par les dirigeants politiques et militaires, que ce soit de manière officielle ou officieuse. La question qui demeure est la suivante : est-ce qu'en l'absence d'un système de censure les journalistes auraient transmis ces mêmes idées ?

¹⁴ Le nombre élevé de pertes en vies humaines et l'accessibilité de ces images rendue possibles par la télévision, a des répercussions sur l'opinion publique américaine, qui après la guerre du Vietnam manifeste des réticences dans l'envoi de troupes à l'étranger, particulièrement dans des opérations risquées (Thrall, 2000).

Même si, par leurs critiques, dans le cas du Vietnam, les médias font figure d'opposants, il demeure que leurs articles remettent rarement en question les fondements invoqués par le gouvernement américain pour s'y investir. Sans réellement chambarder l'idéologie de cette période, les journalistes se sont plutôt concentrés sur la critique des stratégies, des ressources, du nombre trop élevé de pertes en vies humaines et des actions mises en œuvre par le gouvernement afin d'atteindre ses objectifs.

Par ailleurs, l'existence de liens entre les représentations médiatiques et politiques peut s'expliquer, en partie, par les stratégies employées par la Maison-Blanche et le Pentagone afin d'exercer un contrôle de l'information. À titre d'exemple, lors d'un discours prononcé devant l'association des journalistes américains sous le titre « Le Président et la Presse », J. F. Kennedy réitère les dangers que représente le contexte de la guerre froide pour la sécurité nationale des États-Unis et la préservation de leurs intérêts. Dans ce climat précaire, il prescrit deux lignes de conduite auxquelles les dirigeants de la presse devraient se soumettre. Il s'agit de communiquer au public les principaux événements reliés aux interventions américaines à l'étranger et la politique extérieure du gouvernement tout en taisant certaines informations et surtout en acceptant que certains faits ne soient pas dévoilés par le gouvernement. Le Président fait appel à des impératifs sécuritaires pour restreindre la liberté de presse (Kennedy, 27 avril 1961). Subséquemment, ces prescriptions seront à la base de la stratégie adoptée par l'Administration Kennedy par rapport à la guerre du Vietnam.

1.2 Le contexte de l'après-guerre froide : discours universitaires et discours politiques dominants

Quelques décennies plus tard, la fin de la guerre froide marque un tournant dans le domaine de la politique étrangère, de la définition des menaces et des formes d'interventions. La disparition de l'URSS comme l'un des acteurs garant de

l'ordre « relatif » international et comme représentant de l'ennemi principal des États-Unis, provoque un vide politique et analytique qui n'est pas sans conséquence pour les médias, le gouvernement américain et les chercheurs. Dans le domaine de la sécurité et des interventions étrangères, les acteurs concernés doivent opérer dans un espace en construction.

Le contexte politique doit donc être réévalué et analysé selon des paramètres différents de la guerre froide. C'est ce que s'efforcent de faire les chercheurs américains, dont les idées et les thèses ont un retentissement déterminant au niveau de la sphère politique.¹⁵ Bigo classe les discours académiques de l'après-guerre froide selon deux catégories, l'une regroupant les thèses positives et l'autre les thèses négatives (Bigo, 1998, p.312). Dans cette section, nous allons présenter ce débat et tenter d'établir un lien avec les discours officiels de messieurs Bush et Clinton.

1.2.1 Courant dominant : la thèse positive

Les tenants du courant positif, représentés par les libéraux¹⁶, soutiennent la stabilité du système international, caractérisée par l'absence de conflits entre les démocraties du monde. Cette stabilité est, dans un premier temps, le résultat de la fin de la guerre froide qui s'est soldée par la victoire des États-Unis et, plus largement, par celle de l'Occident, de son système de valeurs, ses idéologies ainsi que ses alliances politiques et économiques. Les institutions, dont l'ONU, incarnent l'un des acteurs centraux de cette période, particulièrement en ce qui concerne la recherche de la paix. Elles représentent un espace essentiel à la

¹⁵ Par exemple, le professeur et chercheur Samuel Huntington, en plus de son statut d'universitaire, a occupé depuis les années 1950 la fonction de consultant et conseiller politique auprès de plusieurs décideurs américains. Il a d'ailleurs continué à assumer cette fonction après la guerre froide (Cox, 2001, p. 115). D'autres universitaires ont également œuvré dans le monde politique notons, Henry Kissinger, Joseph S. Nye et Graham Allison.

¹⁶ Francis Fukuyama est l'un des représentants du mouvement libéral désigné par Bigo et Fortmann (1998; 2000).

coopération et à l'établissement de relations d'interdépendance entre les États, autant dans les domaines économiques, politiques que militaires (Fortmann, 2000).

Au niveau des interventions étrangères, l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU devient une étape conditionnelle au déploiement de troupes. La fin des dissensions entre les deux camps de la guerre froide redonne à cette institution sa légitimité et met fin à la paralysie causée par l'alignement des États membres envers l'une ou l'autre des deux puissances et par l'utilisation fréquente du droit de veto.

Sur le plan des objectifs politiques poursuivis par les États-Unis, ils étaient d'ores et déjà inscrits dans le contexte de la guerre froide. Ce qui diffère désormais, c'est que l'ennemi soviétique, personnifiant un obstacle majeur à ses objectifs, n'est plus en mesure de nuire. Selon la vision optimiste, la propagation à l'ensemble du globe, de la démocratie, du système capitaliste et de la liberté est la priorité, laquelle doit devenir la pierre angulaire de la politique étrangère américaine (Bigo, 1998 ; Fortmann, 2000 ; Cox, 2001).

Ainsi, l'expansion du modèle économique et politique des États-Unis par le biais des institutions internationales réduit le recours aux interventions militaires traditionnelles. Cependant des conflits intra étatiques se perpétuent, principalement dans les régions périphériques aux États-Unis ¹⁷ qui ne répondent pas encore aux critères d'homogénéisation prescrits par les dirigeants américains. La diplomatie, les solutions politiques, les opérations de maintien de la paix et les interventions multilatérales sont privilégiées. Le caractère normatif de cette vision encense la victoire d'un monde libre sur un monde totalitaire où la globalisation des rapports commerciaux et de son système politique favorisera l'avènement de relations pacifiques.

¹⁷ Notons, entre autres, l'instabilité qui règne en Bosnie, à Haïti, en Angola et au Rwanda.

1.2.2 Courant dominant : la thèse négative

À l'opposé, les penseurs réalistes et néo-réalistes décrivent le contexte de l'après-guerre froide sous un angle pessimiste. À cet effet, ils avancent que la fin de la bipolarité entraîne le chaos et l'instabilité du système international à tous les niveaux (Bigo, 1998). L'instabilité est la conséquence, entre autres, de l'éclatement de nombreux foyers de conflits en périphérie des anciennes grandes puissances. Elle est causée par la fin de l'alignement envers les blocs d'influence et par l'abandon de ces régions par les grandes puissances.

Un climat d'insécurité d'autant plus sévère que les acteurs étatiques doivent faire face à une multitude de nouvelles menaces dont les conflits ethniques, religieux, le terrorisme, le trafic de stupéfiants, les problèmes environnementaux, pour ne nommer que celles-ci.¹⁸ Selon les partisans de cette vision, l'élaboration et l'utilisation des capacités militaires demeurent le moyen ultime de défense et d'intervention à l'étranger. Malgré cela, les États-Unis, au même titre que d'autres pays, auront de la difficulté à gérer les conflits internes sévissant subséquentement dans plusieurs régions du monde, notamment, en Somalie, au Soudan, en Bosnie et au Rwanda.

Dans ce contexte hostile, le rôle des institutions internationales est devenu marginal, chacun des États y défend ses intérêts nationaux plutôt que des intérêts collectifs. Les institutions ne sont que des instruments soumis au contrôle des États puissants, la fin de la guerre froide n'aura fait que multiplier les intérêts

¹⁸ La « nouveauté » de l'une de ces menaces, que sont les conflits intra étatiques, fait l'objet d'un débat entre plusieurs analystes. Voici la position de Holsti à ce sujet : « Selon Holsti, les guerres civiles constituent la majorité des conflits depuis cinquante ans déjà. Holsti note ainsi que, depuis 1945, 77% (126/164) des confrontations armées ont été de nature intra-étatique » (Fortmann, 2000, p. 78). Dans la même lignée, Gill revient sur la position des néo-réalistes au sujet de la continuité dans les relations internationales : « Certains néo-réalistes, dont Mearsheimer (1990) soutiennent l'existence d'une continuité dans les relations internationales. Pour eux les conditions de l'anarchie sur la scène politique mondiale persistent, et les rivalités entre les États et l'insécurité que cela implique vont de nouveau se manifester maintenant que la guerre froide est terminée en Europe. L'instabilité va renaître, car l'ordre garanti par la superstructure de la guerre froide n'existe plus. » (Gill, 1993, p.5).

individuels et ainsi renforcer la politique du « chacun-pour-soi ». Afin de conserver leur statut hégémonique, les États-Unis devront redéfinir leurs intérêts nationaux et les conditions d'interventions extérieures. Dans le cas contraire, ils seront confrontés à un fonctionnement politique basé sur l'action réaction (Khalilzad, 1995, p.57).

Voici la définition que nous retenons d'une intervention fondée sur le principe de l'action réaction : dans une période instable et indéfinie, lorsque les acteurs sont confrontés à un enjeu sécuritaire, les dirigeants politiques et les acteurs concernés, tels que les ONG, les médias et les militaires agissent selon la conjoncture. Dépourvus de modèle d'actions stable et précis, ils analysent les enjeux et les événements de façon *ad hoc*. Chacun des intervenants adopte une stratégie selon ses intérêts et ses ressources. Bref, ils n'agissent pas selon un plan d'action préalablement défini.

D'un point de vue théorique, les prescriptions normatives des deux visions diffèrent. Les partisans de la vision positive orientent leur raisonnement autour du rôle hégémonique des États-Unis comme facteur de la stabilité, de l'homogénéisation et de la définition du système international selon les critères américains. Le camp négatif, quant à lui, prédit des scénarios fatalistes et catastrophiques pour l'avenir du système international, un avenir incertain en raison de l'effondrement des modèles préétablis issus de la guerre froide.

En conséquence, certains chercheurs tenteront de construire des schémas servant à redéfinir les menaces. Les thèses populaires de ce courant en sont une bonne illustration. La « réduction de l'incertitude » passe fréquemment par l'identification d'un nouvel ennemi partisan d'une religion, d'un mouvement nationaliste ou membre d'une ethnie, dépeint comme un individu ou un groupe aux comportements, dangereux, barbares et intempestifs (Bigo, 1998, p. 320). La diffusion de la thèse d'Huntington qui annonce la fragmentation du monde en huit

civilisations distinctes selon les confessions religieuses et culturelles cadre avec ce modèle (Huntington, 1994).

La synthèse des deux représentations du contexte politique nous permet de dégager les tendances dominantes des discours académiques qui s'inscrivent à l'époque de l'après-guerre froide.¹⁹ Ce tableau nous sera utile afin de vérifier si ces éléments se retrouvent dans les discours politiques des présidents George H. Bush et de William J. Clinton.

1.2.3 Les discours politiques des présidents de l'après-guerre froide

Entre 1990 et 1993, les discours prononcés par le Président Bush²⁰ s'apparentent, en majeure partie, à la thèse positive. La victoire des États-Unis et de ses alliés contre le communisme laisse entrevoir un avenir prometteur et la possibilité, pour les États-Unis, de réaliser leur projet d'expansion de la démocratie, de la liberté et de la paix. Le président est tout à fait conscient de la possibilité de définir une nouvelle ère, qu'il exprime ainsi : « Ici, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, l'histoire est en construction » (Bush, 1990a). Il reconnaît l'existence de conflits à la périphérie des anciennes grandes puissances, mais ne se laisse pas démonter par cette réalité. La fin des rivalités suppose des mécanismes et des outils à redécouvrir dans la résolution de ces conflits, qu'ils soient nouveaux ou ranimés.

En cette période de transition, le « Nouvel ordre mondial »²¹ devient l'expression centrale qui résume le programme politique que le gouvernement américain entend appliquer. Quelques termes clés, comme le multilatéralisme,

¹⁹ Il existe d'autres visions : critique, constructiviste, post-moderniste, présente dans le domaine universitaire, mais, entre 1990-1995 elles ne dominent pas les analyses des relations internationales et de la politique étrangère de l'après-guerre froide.

²⁰ Analyse de 11 discours de George H. Bush de janvier 1990 à janvier 1993.

²¹ Cette définition de la scène internationale n'est pas cautionnée par les réalistes et les néo-réalistes qui déplorent la perte de puissance de l'acteur étatique, de sa souveraineté, deux éléments qui contreviennent à la défense des intérêts nationaux (Kessler, 1997).

l'institutionnalisme, la coopération, les intérêts collectifs, la défense de la sécurité internationale, la prépondérance des États-Unis et la prolifération du modèle américain, représentent bien cette vision.

Dans son discours sur l'état de l'Union de 1990, l'enthousiasme du Président atteint son apogée. Il y décrit l'Amérique bien au-delà de ses frontières géographiques, mais comme une idée. Il déclare en effet :

L'Amérique n'est pas uniquement une nation, mais une idée qui vit dans l'esprit des gens partout dans le monde. Alors que le monde se dessine, l'Amérique se tient au centre du cercle de la liberté. Notre nation est le rêve de tous les immigrants qui ont foulé notre sol et de millions de personnes qui luttent pour la liberté. Cette nation, cette idée, que nous appelons l'Amérique est et sera toujours un monde nouveau, notre monde nouveau (Bush, 1990a).

1.2.4 Institutionnalisme et multilatéralisme

Au chapitre des interventions étrangères, le Président Bush reconnaît la nécessité de les inscrire dans le cadre des Nations unies et surtout d'obtenir l'aval du Conseil de sécurité avant d'entreprendre toute opération. Dans les termes du Président, la légitimité retrouvée de l'ONU favorise la création d'un « nouveau partenariat entre les nations qui implique la consultation, la coopération, les actions collectives, le principe de la règle de droit, le partage des coûts et des interventions » (Bush, 1990b, p.3). Malgré une recrudescence de la foi envers l'institutionnalisme et le multilatéralisme, il demeure que Bush annonce clairement le rôle déterminant des États-Unis sur la scène internationale. La Guerre du Golfe et la mission américaine en Somalie en sont de parfaites illustrations. Voici les propos du Président, dans une allocution du 29 janvier 1991, au sujet du rôle de son pays face à la menace irakienne :

Les États-Unis assument le contrôle de cette opération. Parmi toutes les nations, seuls les États-Unis d'Amérique possèdent la position morale et les

capacités pour mener cette opération. Nous sommes l'unique pays sur cette terre qui soit en mesure de rassembler les forces pour instaurer la paix (Bush, 1991b).

1.2.5 Les motifs et les formes d'intervention

Lors de ses allocutions publiques, George Bush reconnaît que les formes d'intervention à l'étranger doivent être révisées et orientées vers les opérations collectives, les solutions politiques et diplomatiques, telles que, les négociations et les opérations de maintien de la paix, plutôt que des opérations de type traditionnelles qui nécessitent l'utilisation de la force (Bush, 1990b). Les motifs d'intervention se sont également transformés pour s'élargir à la défense de la sécurité internationale, à l'expansion de la démocratie, de la liberté et du capitalisme.

Pour ce qui est de la première intervention de l'après-guerre froide, le Président Bush croit que l'invasion du Koweït par l'Irak contrevient au principe de la « souveraineté nationale ». Cela constitue un motif suffisant afin d'entreprendre des actions, au départ politiques, envers un pays qui menace de plonger le monde dans l'anarchie (Bush, 1990b). « Laissez-moi préciser de nouveau que nous tous qui sommes présents à l'ONU espérons ne jamais utiliser la force militaire. Nous souhaitons un règlement pacifique et diplomatique » (Bush, 1990b).

Malgré cette volonté de résoudre la crise par des moyens diplomatiques, l'affrontement a lieu et la Guerre du Golfe représente non seulement le coup d'envoi pour la doctrine du « Nouvel ordre mondial », mais également une démonstration flamboyante à tous ceux qui souhaiteraient contrevir aux projets des États-Unis. Ces discours présentant les Américains comme étant les justiciers de ce monde agissant pour de nobles causes, permettent de dissimuler les questions relatives aux intérêts pétroliers et suppose ainsi que les États-Unis

n'agissent plus selon leurs intérêts économiques, mais sur la base d'intérêts collectifs et pacificateurs.

Nous l'avons déjà mentionné, une autre ombre plane sur la période de l'après-guerre froide. Celle de la résurgence d'anciens conflits à la périphérie des grandes puissances, suspendus par la présence du communisme²². Les haines ethniques, le nationalisme, les conflits religieux reprennent de la vigueur et souvent menacent la sécurité collective des États démocratiques (Bush, 1991c, p. 1).

C'est dans ce contexte que les États-Unis, au sein des institutions et par des actions multilatérales, tenteront de freiner ces manifestations de violence exprimées régulièrement par des conflits civils. Il est d'autant plus aisé de s'immiscer au sein des problèmes des autres nations que la notion de souveraineté a perdu de sa valeur dans le contexte de l'après-guerre froide et peut être contournée sous l'invocation de la protection de la sécurité internationale (Brune, 1998, p.6). Enfin, la victoire des États-Unis rend possible toutes formes d'intervention à l'étranger que ce pays souhaite mener. Mais ce phénomène peut devenir problématique, car dans ses allocutions George Bush ne formule pas de critères et de limites dans le choix des opérations.

L'élaboration d'une stratégie d'intervention plus précise incombera donc à Bill Clinton. Pourtant, ce dernier endosse également une vision des interventions étrangères très large, qu'il exprime dès le début de sa campagne électorale, en août 1992 et qu'il continuera à défendre jusqu'au retrait des troupes américaines en sol somalien. Plus précisément, il favorise un renforcement de la puissance et de l'efficacité de l'ONU de trois façons : par la création d'une force de réaction rapide au sein de cette institution, par l'implication active des États-Unis aux

²² Dans les discours du Président Bush, le communisme a paralysé l'évolution du monde. Il omet de mentionner qu'en réalité, il s'agit davantage de la rivalité entre les deux grandes puissances et que plusieurs pays ont été pris en otage et ont dû effectuer un choix quant à l'alignement sur l'une ou l'autre des idéologies dominantes.

opérations de paix et enfin par l'exercice des forces américaines sous le commandement onusien (Henriksen, 1996, p.4).

Dans cette foulée, son équipe élabore le PRD 13²³ qui vise à justifier les orientations ci-dessus. En termes de politique d'intervention, le nouveau président établit des critères qu'il présente dans son discours inaugural :

Lorsque nos intérêts vitaux seront menacés ou encore lorsque la volonté et la conscience de la communauté internationale seront défiées, nous mettrons en œuvre toutes les actions diplomatiques possibles et nous utiliserons la force, lorsque nécessaire (Clinton, 1993a).

De plus, Bill Clinton endosse plusieurs idées défendues par George Bush, telles que, la promotion de la démocratie sur laquelle il fondera sa doctrine de la « paix démocratique », de la liberté dans le monde, de la suprématie des États-Unis et de la conduite d'opérations dans un cadre institutionnel et multilatéral.²⁴

À l'aide des discours universitaires et politiques dominants de l'après-guerre froide nous serons en mesure de vérifier s'il existe un écart entre les discours politiques des deux présidents américains et les discours qui se retrouvent dans les articles du *New York Times*, du 16 novembre 1992 au 26 mars 1994, en ce qui concerne l'intervention des troupes américaines en Somalie. Les idées centrales prélevées dans ce chapitre nous serviront de paramètres et de guides afin d'atteindre cet objectif.

²³ Presidential Review Directive no 13, ce document, déposé au public et au Congrès en février 1993, n'a d'ailleurs jamais été ratifié, il a été remplacé par la Directive présidentielle no 25. Cette directive limite et définit plus clairement les critères d'intervention et réduit la marge de liberté prévue pour les Nations unies dans le PRD 13.

²⁴ La définition de la politique étrangère de Bill Clinton et de son équipe est présentée ici sommairement. La période analysée, 1991-1994, ne couvre qu'une partie infime de ses deux mandats et suite à l'expérience de la Somalie, il devra la reformuler plus clairement.

CHAPITRE II

LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION AMÉRICAINNE EN SOMALIE VÉHICULÉE PAR LES JOURNALISTES DU *NEW YORK TIMES*

Afin de retracer les discours des journalistes du *New York Times* de la période post- bipolaire, notre intérêt se porte sur l'analyse qu'ils proposent de l'intervention américaine en Somalie. À cette fin, nous avons étudié 120 articles de ce quotidien rédigés du 16 novembre 1992 au 26 mars 1994. Les articles retenus sont représentatifs des différentes étapes de l'intervention des États-Unis et permettent de vérifier l'évolution des idées des journalistes parallèlement à l'évolution du contexte et des événements.

Le chapitre est divisé en trois parties. La première s'attarde au rôle des médias en fonction du type d'opération. La seconde porte sur le traitement médiatique de l'opération américaine à partir de six thèmes. Enfin, la troisième section présente les fondements de la représentation médiatique de l'Afrique à travers des schémas de couverture.

2.1 Les médias en tant qu'acteurs de la sphère politique : analyse selon les types d'opérations à l'étranger

À l'aide des analyses du chapitre précédent, il apparaît que le rôle des médias est tributaire, à des degrés divers, de la période historique, de ces caractéristiques et des efforts déployés par les instances politiques et militaires afin de faire respecter ces caractéristiques. Néanmoins, la détermination de la représentation médiatique et sa comparaison par rapport aux discours politiques peuvent être expliquées par

d'autres facteurs dont, le type d'intervention dans lequel elle s'inscrit. Ainsi, la représentation médiatique varie selon que les journalistes couvrent un conflit armé, une opération de paix ou encore une crise humanitaire. Le cas de la Somalie se distingue par son passage de crise humanitaire à des opérations militaires.

2.1.1 Typologie du rôle des médias : application au cas de la Somalie

Dans l'une de ses études sur le rôle des médias, Livingston (1997) dresse une liste des différents types d'interventions étrangères et tente de déterminer l'intérêt et le rôle des médias dans chacun des cas. En ce qui concerne la Somalie, l'Administration Bush envoie des troupes au sein d'une action multilatérale des Nations unies, sous la condition d'un commandement américain, dans l'intention d'assurer la sécurité des convois de nourriture destinés aux victimes de la famine. De prime abord, le gouvernement n'entrevoit pas de danger sur le terrain pour les troupes et autorise une mission humanitaire d'une durée de quatre mois. De plus, le Général Aidid, chef de l'une des factions principales a manifesté son accord par rapport à la présence des États-Unis²⁵.

Enfin, lors du déroulement de cette mission humanitaire, les journalistes jouissent d'une liberté totale sur le terrain²⁶. Dans le cas de la Somalie, ils y ont même été invités par les représentants du Pentagone qui fournissent des informations essentielles telles que, le lieu et l'heure du débarquement des troupes américaines sur les plages de Mogadiscio. Une possibilité pour le Pentagone et la Maison-

²⁵ La journaliste Jane Perlez, dans un article du 28 novembre 1992, présente le point de vue du Général Aidid, l'un des principaux chefs de faction, qui accueille avec optimisme le déploiement des troupes américaines qu'il entrevoit « constructive » à condition qu'elles n'utilisent pas la force. La journaliste croit que cette approbation représente « un geste conciliant non prévisible », particulièrement après les menaces proférées par Aidid envers l'ONU de retourner les Casques bleus « les pieds devant » (Perlez, 1992c).

²⁶ La position du Pentagone envers les médias est bien illustrée par une citation de Carpenter : « Les règles habituelles qui s'appliquent à la couverture médiatique d'un conflit ne sont pas mises en pratique dans le cas de la Somalie, car techniquement cette opération est un effort humanitaire orchestré par l'ONU et non pas une opération militaire des États-Unis. » (Carpenter, 1995, p. 222).

Blanche de légitimer et de faire connaître la mission auprès de la population américaine et de la communauté internationale.

Dans les faits, la présence d'une centaine de journalistes munis de caméras et d'appareils photos avec de fortes lumières, au moment du déploiement nocturne des troupes le 8 décembre 1992, surprend désagréablement les militaires en charge des opérations et offre au Pentagone un avant-goût des conséquences d'une présence médiatique non contrôlée (Strobel, 1997). Pour cette mission, il n'est pas envisagé d'instaurer le système de regroupement des journalistes ou toutes autres formes de contrôle de l'information. De même que la sécurité des journalistes, dans la première phase de l'intervention, n'est pas sous la responsabilité des militaires.²⁷

Par ailleurs, la sécurité des journalistes sera vite compromise. En premier lieu, lorsque les Marines attaquent la faction dirigée par Morgan²⁸ le 25 janvier 1993, en réplique à son entrave au cessez-le-feu. En second lieu, lors des opérations de désarmement qui marquent la modification du mandat, non pas en des termes officiels définis par la Maison-Blanche et l'ONU, mais davantage par la conduite d'opérations militaires et de l'utilisation de la force. À cette étape de la mission, le rôle des militaires devient flou. Par contre, nous ne notons pas de transformation au niveau de la liberté de mouvement des médias qui, à ce stade, couvrent des opérations de types militaires plutôt que la distribution des denrées et la sécurisation des convois.

²⁷ Le débarquement est devenu un incident fâcheux aux yeux des autorités militaires qui affirment avoir ordonné aux dirigeants des chaînes télévisées de ne pas utiliser les lumières des caméras. De leur côté, ces mêmes dirigeants se défendent d'avoir reçu ces informations à la dernière minute et d'avoir manqué de temps pour entrer en contact avec leur personnel sur le terrain. Bref, les accusations fusent de toute part et chacun se renvoie la responsabilité. Ainsi, dès leur premier pas en sol somalien, les militaires sont confrontés à la « nouvelle » réalité de la présence médiatique dans le cadre des interventions humanitaires qui, comme nous le verrons plus tard, diffère de celle en temps de guerre (Carpenter, 1995).

²⁸ Mohammed Siad Hersi, dit Morgan, était un allié de l'ancien Président de la Somalie Siad Barre et de son clan (Brune, 1998, p. 16).

Dès le mois de juin 1993, l'escalade de la violence, la lutte entre les clans et les troupes des États-Unis, la poursuite du Général Mohammed Farah Aidid et la prise en otage de journalistes obligent ces derniers à quitter le sol somalien pour se réfugier au Kenya en septembre. Dans ces circonstances, la situation des médias américains se modifie. Ils n'ont plus accès directement à l'action et aux divers acteurs. Cela n'est pas le résultat d'un contrôle de l'information par le Pentagone, mais du climat de violence et d'insécurité qui règne et se perpétue. Si l'on se réfère à la couverture du mauvais traitement infligé à la dépouille d'un soldat américain, elle n'est pas assurée par les journalistes qui ont été déplacés et qui brillent par leur absence. Ces images parviennent au monde par le biais d'une vidéo tournée par des membres de la faction d'Aidid et par un journaliste canadien du *Toronto Star* (Strobel, 1997, p.119-120). Dorénavant, les informations sur les opérations proviennent des représentants militaires et les journalistes n'ont plus la possibilité de solliciter la position des acteurs sur le terrain.

À la lumière de ce bref portrait de la position des médias en situation humanitaire, lors des événements de la Somalie, il apparaît que celui-ci diffère de la couverture des guerres classiques au sein desquelles les médias sont soumis à diverses contraintes. Nous avons exploré quelques avenues de ce phénomène dans notre premier chapitre avec les interventions en Corée et au Vietnam. En ce qui concerne l'après-guerre froide, l'exemple de la Guerre du Golfe s'avère particulièrement pertinent. Pendant ce conflit, les journalistes sont soumis à plusieurs restrictions formulées par le Pentagone. Tout d'abord, un nombre restreint de journalistes est sélectionné. Ces derniers sont divisés en groupes qui sont accompagnés par les officiers affectés aux relations publiques pour participer à des « visites guidées » des lieux de combat.

Outre ces restrictions, les journalistes sont tenus de respecter la loi du silence par rapport au nombre de soldats américains présents en Irak, au nombre d'armes et à tous renseignements concernant les opérations et stratégies militaires, ainsi que les

règles d'engagements (Strobel, 1997, p. 42-43). La couverture est donc étroitement filtrée par les responsables militaires dont l'objectif central est de dissimuler aux journalistes et à la population les pertes en vies humaines du côté des alliés. Même si les journaux représentent le moyen de communication principal analysé dans ce mémoire, il est tout de même pertinent de souligner que la Guerre du Golfe est l'exemple ultime d'une intervention programmée pour la télévision. Les opérations militaires d'envergure sont synchronisées avec le passage des journalistes autorisés (Strobel, 1997, p. 43).

La guerre en Irak de 2003²⁹ constitue une illustration récente de contrôle de l'information. Afin de faire cesser les critiques et les accusations de censure en ce qui concerne le système de regroupement des journalistes, le Pentagone et la Maison-Blanche favorisent la méthode des journalistes intégrés. Accompagnant les troupes américaines durant la traversée du désert jusqu'à Bagdad, munies de gilets pare-balles, de leur caméra et de leur carnet de notes, les journalistes ont pu ainsi vivre la véritable « aventure » de la guerre (Saso, 2005, p. 2). La mise en place de cette stratégie communicationnelle comporte plusieurs avantages pour les responsables politiques et militaires américains.

La proximité entre militaires et journalistes favorise le partage d'expériences intenses et suscite la sympathie de ces derniers envers les militaires, sympathie qui se reflète assurément dans les articles et les reportages (Saso, 2005, p.13). Sous ces apparences de liberté, les journalistes sont soumis à des règles de censure et à des restrictions sur le terrain. En voici quelques illustrations : les journalistes intégrés n'ont pas la possibilité d'utiliser leur propre véhicule, de ce fait, ils sont totalement dépendants des militaires dans leurs déplacements ; les transmissions électroniques peuvent être, en tout temps, interrompues par les commandants pour des raisons de sécurité et les renseignements au sujet des opérations à venir ne

²⁹ Afin de situer dans le temps notre exemple, nous retenons la période de la guerre circonscrite par l'Administration Bush qui s'échelonne de la traversée du désert jusqu'à la conquête de Bagdad. En 2005, la couverture des opérations américaines, des événements survenant en Irak, ainsi que le statut des médias sur le terrain s'est transformée et constitue un objet d'analyse en soi.

doivent pas figurer dans les articles ou les reportages (Saso, 2005, p.11). Ainsi même au 21^e siècle, les règles de la couverture des conflits armés, loin de s'assouplir, sont mieux orchestrées que jamais. D'ailleurs, la rhétorique de la « guerre contre la terreur » alimente la mise en place d'un système restrictif.

À titre de comparaison, lors de l'intervention humanitaire en Somalie, les représentants du Pentagone et les militaires sur le terrain consentent à communiquer tous les détails relatifs au fonctionnement et aux objectifs des troupes. Par exemple, les informations sur la composition des contingents et les opérations de distribution des denrées sont divulguées. Cependant, la transformation de la mission en opération militaire implique l'adoption d'une stratégie de communication basée sur la dissimulation des objectifs visés selon des impératifs sécuritaires. Les responsables militaires partagent toutefois le bilan des opérations une fois achevées, par le biais de conférences de presse (Gordon et Friedman, 1993). Il est possible d'en conclure que la liberté de mouvement des journalistes est soumise, entre autres, à l'évolution des événements et des opérations militaires et que l'escalade de la violence provoque généralement la limitation *de facto* de leur autonomie. De plus, la liberté ou le contrôle de l'information influe sur la représentation médiatique d'un événement ou d'une crise. Ce phénomène oriente certainement le contenu des discours soutenus par les journalistes et leurs interprétations des faits sur l'évolution de la crise somalienne.

2.2. La représentation de l'opération des États-Unis en Somalie dans les articles du *New York Times*

Dans les prochaines sections, il s'agit de s'attarder à la représentation journalistique de l'opération des États-Unis en Somalie à travers ces six thèmes : 1) la période précédant l'arrivée des troupes américaines; 2) la représentation du contexte somalien; 3) les débats autour de la question du désarmement ; 4) les

transformations de la mission sous le mandat du président Clinton ; 5) l'escalade de la violence et 6) l'identification d'un ennemi.

2.2.1 Dans l'attente des troupes américaines

L'échantillon des articles³⁰ du *New York Times* qui précède l'arrivée des troupes américaines en Somalie revêt un intérêt particulier. Nous y retrouvons des débats entre divers acteurs et institutions. Les journalistes y prennent part à travers la description du processus décisionnel et des articles d'opinions. Pour certains spécialistes des communications et des interventions à l'étranger, cette étape constitue le point névralgique de leurs études où ils entreprennent de déterminer l'influence et le rôle des médias dans le choix de l'Administration Bush de déployer des contingents. Néanmoins, la plupart des analyses détaillées ne reconnaissent pas de rôle significatif aux médias. Elles concluent que le processus décisionnel a été, certes, marqué par des reportages télévisés et des articles qui portaient sur la souffrance humaine et la famine et qui favorisaient l'implication de la communauté internationale, mais il demeure que le contexte politique interne des États-Unis de cette époque est retenu comme un facteur explicatif incontournable (Strobel, 1997 ; Mermin, 1999 ; Minear, Weiss et Scott, 1996).

Tout d'abord, l'élection présidentielle de 1992 accapare l'attention des journalistes à Washington et de la population. Lors de cette campagne, le candidat Bill Clinton accuse l'Administration Bush de demeurer inactive par rapport aux graves problèmes qui sévissent en Somalie et en Bosnie. Pour le Président sortant, un choix s'impose entre ces deux pays. Il anticipe dans le cas de la Bosnie une opération complexe et périlleuse.

³⁰ Cet échantillon comprend les articles publiés entre le 19 novembre 1992 et le 7 décembre 1993.

En contrepartie, une intervention en Somalie semble moins compromettante. L'entraînement des membres des factions est déficient, les armes désuètes et en nombre réduit, les conditions géographiques sont moins ardues et, finalement la conduite d'une mission de type humanitaire, ces facteurs font pencher la balance en faveur de la Somalie. Pour George H. Bush, tous ces éléments justifient la tenue d'une mission brève et efficace qui se terminerait simultanément avec son mandat à la Maison-Blanche, le 20 janvier 1993. De plus, une intervention réussie en Somalie signifierait une sortie remarquée dans le domaine de la politique étrangère. Deuxièmement, certains sénateurs, membres du Congrès et membres des ONG américaines forment un groupe de pression non négligeable qui pousse le gouvernement à agir (Mermin, 1999, p. 130-131 ; Minear, Weiss et Scott, 1996, p. 55 ; Strobel, 1997, p. 360,365).

Les débats menant à la prise de décision politique sont couverts par les journalistes du *New York Times* depuis Washington. De leur côté, les correspondantes du *New York Times*, Jane Perlez et Donatella Lorch, décrivent l'attente et les anticipations des acteurs dans la capitale somalienne. Dans un article du 4 décembre 1992, Perlez présente la position, plutôt favorable des Somaliens envers l'arrivée imminente des troupes américaines. Cet appui est conditionnel à la réalisation d'un mandat qui doit inclure la reconstruction politique du pays et non ne pas se limiter à la livraison d'aliments pour une courte période. La journaliste met l'accent sur l'inadéquation entre les objectifs de l'Administration Bush et les attentes des Somaliens (Perlez, 1992g).

Parallèlement, elle rapporte les sentiments de méfiance et d'anxiété qui animent les travailleurs humanitaires sur place. Pour ces derniers, de nombreuses questions demeurent en suspens : le débarquement des troupes américaines dans la capitale va-t-il déplacer le problème de lutte entre les factions et le détournement de l'aide humanitaire dans les régions plus éloignées de la Somalie ? Quelles seront les réactions et les fonctions futures des « bandits armés » somaliens embauchés par

les ONG dont les tâches sont de conduire et de protéger les convois de nourriture ? (Perlez, 1992h)

La crainte anticipée d'un exil des factions armées en périphérie de Mogadiscio est confirmée par la correspondante Donatella Lorch qui constate, à la veille du déploiement américain, que ces dernières se sont dirigées vers la campagne et que le calme règne dans les rues de la capitale (Lorch, 1992a). La teneur de ces trois articles se démarque considérablement des différends qui sévissent entre les intervenants politiques américains et ceux de l'ONU. La juxtaposition des articles rédigés à Washington et à Mogadiscio permet de prendre conscience de la disparité entre la position de la Maison-Blanche, qui prévoit entreprendre une mission éclair, et celle des Somaliens qui se préoccupent, avant tout, de leur survie et de la reconstruction de leur pays.

2.2.2 Le contexte somalien : discours politiques et représentations médiatiques

La comparaison entre les articles du *New York Times* qui décrivent la situation en Somalie et le discours du Président Bush³¹ qui annonce la participation des États-Unis aux efforts de l'ONU, démontre un profond décalage au niveau de la représentation de la Somalie. Afin de mieux cerner ces disparités, nous avons identifié les idées marquantes et le langage utilisé dans l'allocution de George Bush et dans les articles de cette même période.

À travers son discours, Bush définit le contexte somalien en fonction de la famine causée par le pillage des véhicules transportant les victuailles qui ne peuvent atteindre la population affamée. Il utilise un langage direct et teinté d'émotions qui dépeint la « souffrance » et « la tragédie » que subit quotidiennement la population somalienne. Dans ce contexte, les États-Unis ne peuvent demeurer insensibles et inactifs face à ce drame. Voici un exemple de ses propos :

³¹ Ce discours a été prononcé le 4 décembre 1992.

Les habitants de la Somalie, spécialement les enfants somaliens, ont besoin de notre aide. Nous sommes en mesure de faire cesser leur souffrance. Nous devons les aider à vivre. Nous devons leur apporter l'espoir. L'Amérique doit agir (Bush, 1992c, p. 2).

Par ailleurs, ses paroles illustrent sans équivoque que son pays est le seul apte à relever ce défi. Il explique sa position en ces termes :

En menant cette opération, je veux préciser que je comprends que les États-Unis ne peuvent en finir avec tous les problèmes du monde, mais nous savons que certaines crises ne peuvent être résolues sans notre intervention et que cette implication est souvent la condition à la participation des autres nations. Seuls les États-Unis ont la capacité de déployer rapidement et efficacement des troupes sur le terrain et ainsi de sauver des milliers d'innocents de la mort (Bush, 1992c).

Il se montre également très clair sur la nature de la mission, en insistant constamment sur sa durée limitée ainsi que sur son caractère humanitaire. Il n'aborde, en aucun cas, l'existence de factions armées, ni les luttes entre ces dernières. Il se limite à la désignation des « bandits armés » qui prennent d'assaut les convois. George Bush fait abstraction de la présence d'armes, qu'elles soient entre les mains des citoyens ou des membres des clans. Enfin, son discours comporte un seul commentaire sur la situation politique du pays, qu'il illustre en ces termes : « Il n'y a pas de gouvernement en Somalie. La loi et l'ordre se sont effondrés. L'anarchie prévaut » (Bush, 1992c).

En résumé, son discours aborde ces trois points : les conséquences de la famine en tant que facteurs justificatifs de l'intervention, la définition claire des objectifs de la mission et la nécessaire implication des États-Unis en tant que joueur central sur la scène internationale.

En contrepartie, les articles rédigés par les correspondants du *New York Times* à Mogadiscio, parus entre le 16 novembre et le 9 décembre 1992, reconnaissent

explicitement l'importance des « Seigneurs de la guerre » et de la « lutte entre les factions armées » qui se disputent le pouvoir politique, principalement dans la capitale somalienne. L'augmentation du nombre d'adolescents armés qui consomment du khat³², les problèmes que rencontrent les agences humanitaires dans l'acheminement des vivres, les craintes de ces dernières face à l'intervention des États-Unis, l'existence du Général Aidid et de son épithète de « dirigeant agressif » et la possession d'armes par les citoyens et les membres des factions, sont des thèmes fréquemment utilisés par les journalistes afin de décrire le climat politique et social du pays.

Ces constatations vont totalement à l'encontre de la représentation proposée par George Bush. De plus, les journalistes constatent que la famine est le résultat direct de la guerre entre les factions et que les intervenants étrangers doivent s'attaquer aux causes de la crise et non pas se limiter à contrer la famine. Au même moment, les journalistes en poste à Washington et à New York portent leur attention vers la question du commandement. À titre d'exemple, le journaliste Paul Lewis fait état du débat entre Boutros-Ghali et George Bush. Bien que le Secrétaire général préfère que le commandement demeure entre les mains de l'ONU et craint qu'une concession dans ce domaine puisse atteindre la légitimité de cette organisation, il laisse le soin aux membres du Conseil de Sécurité de trancher (Lewis, 1992b ; 1992c).

Dans une autre optique, selon le *New York Times* des oppositions se manifestent également entre les représentants de la Maison-Blanche et ceux du Pentagone. Ces derniers qualifient de « totalement ridicule » le projet de rapatrier les troupes au mois de janvier 1993. Ils doutent de la faisabilité d'une mission rapide, l'étape du déploiement des contingents est à prendre en considération et surtout la validité d'une telle opération où l'on appréhende que le retrait américain précipite les

³² Le khat est une drogue que les gens mâchent. Selon les Somaliens elle est méconnue des Occidentaux. Les effets ont été exagérés dans les médias, ces derniers y relient l'agressivité des consommateurs et leur insensibilité. Selon les Somaliens, le khat est une drogue douce qui fait partie de leur culture (Stevenson, 1995, p. 63).

factions à attaquer de nouveau les contingents onusiens, affaiblis en termes de nombre et de capacités militaires (Gordon, 1992b).

La confrontation du discours de George Bush avec des articles publiés dans le *New York Times* à la même période indique que les idées transmises par le Président à la population américaine ont été sélectionnées en fonction du type d'opération qu'il a choisi d'entreprendre dans un contexte pré-électoral. Il ne souhaite pas s'éloigner de ce cadre afin d'éviter de compromettre son gouvernement et d'être contraint d'engager les troupes dans une action complexe à long terme. D'une part, la représentation qu'offre George Bush de la Somalie est, en partie, tributaire de considérations politiques, dont celle de terminer sur une note positive dans le domaine des interventions étrangères, et fait fi de la réalité observée et rapportée par les journalistes sur le terrain, les travailleurs des ONG, les groupes de pression et la population somalienne.

D'autre part, les journalistes expriment la perception qu'ils ont des événements et de celle des intervenants sur le terrain. Au-delà de ces discours, les conditions sécuritaires en sol somalien sont beaucoup plus alarmantes que celles qui sont présentées par George Bush, particulièrement en ce qui a trait à la problématique de l'armement.

2.2.3 L'épineuse question du désarmement : confusions et divergences

En réponse au déploiement des contingents de l'UNITAF, la question du désarmement des membres des factions somaliennes et des citoyens devient centrale dans les articles du *New York Times* qui reprennent les différentes positions de plusieurs acteurs en cause dont, les militaires américains, les chefs de faction, le Secrétaire général de l'ONU et l'Administration Bush³³. D'ailleurs, ces

³³ Échantillon d'articles du 11 décembre 1992 au 31 janvier 1993.

deux derniers acteurs initient le débat et soulèvent de sérieuses interrogations en ce qui a trait au mandat de l'opération.

Dès le mois de décembre 1992, le Secrétaire général Boutros-Ghali s'exprime sur cet enjeu qu'il juge primordial ainsi qu'envers les objectifs assumés par les troupes américaines qu'il souhaite élargir vers le désarmement, le retrait des mines terrestres, l'entraînement d'un corps policier, le rétablissement de l'ordre dans tout le pays et finalement, l'établissement de rapports coopératifs entre le commandement de l'UNITAF et de l'ONUSOM II³⁴ dans le but de garantir la continuité entre les deux opérations. Si ces tâches ne sont pas accomplies, la transition vers l'ONUSOM II sera périlleuse, voire impossible. De plus, sans la mise en branle d'opération de désarmement, les possibilités d'une résolution politique entre les factions, souhaitées par les responsables de l'ONU, ne pourront se concrétiser (Lewis, 1992f).

Bush s'oppose catégoriquement à entreprendre ce type d'opération qui s'avère contraire à la nature d'une intervention humanitaire. Toutefois, Boutros-Ghali rappelle que le désarmement n'est pas en contradiction avec les objectifs fixés par les États-Unis, qui visent la création « d'un environnement sécuritaire » afin d'assurer que les convois de nourriture atteignent les victimes de la famine. L'atteinte d'un climat de sécurité est directement compromise par le nombre élevé d'armes en Somalie. (Lewis, 1992f) Le Président Bush rejette aussi la proposition du Secrétaire général de déployer ses troupes à l'ensemble du territoire somalien. En plus de la capitale, les troupes sont stationnées sur 40 % du territoire somalien, dans les villes de Kismayo, Baïdoa et Bardera (Brodeur, 1995, p. 4).

Sur le terrain, les militaires en place se disent prêts à entreprendre des opérations de désarmement, à condition qu'ils en reçoivent la directive. Officiellement ils opèrent sous la règle d'engagement qui autorise la confiscation des armes

³⁴ Unified Task Force, Opération de l'ONU en Somalie II

uniquement lorsqu'ils sont directement menacés par un individu ou par un groupe (Perlez, 1992l).

Pour sa part, le Général Hoar privilégie une alternative qui consiste à solliciter la participation des chefs de factions afin qu'ils récoltent les armes de leurs membres pour ensuite les vendre aux troupes américaines. En cas de refus, le Général prévoit des actions « plus agressives » (Schmitt, 1992c). Malgré cette suggestion, la confusion perdure à Mogadiscio. La description de diverses actions menées sur le terrain dans un article de Lorch le démontre. La correspondante rapporte le comportement des soldats américains stationnés près de barrages qu'ils ont érigés en différents points stratégiques de la ville. Ainsi, à l'un d'eux, les militaires fouillent systématiquement les voitures et réquisitionnent toutes les armes qu'ils y trouvent, tandis qu'au poste voisin, les soldats américains conservent les armes en échange d'un coupon qui permet à leurs détenteurs de récupérer leurs biens à la sortie du périmètre de contrôle (Lorch, 1992c).

Dans ce contexte, Oakley, envoyé spécial des États-Unis en Somalie, dans une tentative de clarification de la politique de désarmement, propose que les militaires se concentrent sur la collecte des armes lourdes, « symboles de la puissance » pour les factions qui les détiennent (Editorial, 1993a). Au même moment, les troupes américaines entreprennent la plus importante opération de désarmement jamais réalisée depuis leur déploiement. Les Marines attaquent un marché servant à la vente et y saisissent plus de 250 armes et une dizaine de véhicules. La correspondante Mitchell exprime son opinion en ces termes : « Les représentants militaires continuent d'affirmer que leur mission n'a pas changé. Mais dans les faits elle a effectivement changé » (Mitchell, 1993e). D'autres opérations sont entreprises en périphérie de la capitale. À la fin du mois de janvier 1993, les Marines récoltent les armes légères des citoyens dans le village d'Afgoï. Cependant, dépouillés de leurs armes, les habitants se retrouvent sans défense face aux pilleurs de leur récolte (Schemo, 1993c).

À un autre niveau, 14 chefs de faction se rencontrent et délibèrent à Addis-Abeba pour en arriver à une entente de remise volontaire de leurs armes dans un délai de quelques mois. La suite des événements et la montée de la violence à Mogadiscio démontrent la futilité de toutes ces opérations et des efforts engagés autour du désarmement.

Nous pouvons conclure que la publication d'informations relatives à ces différentes opérations met en lumière la confusion au sujet du mandat des forces armées américaines et la mésentente entre les intervenants, que les journalistes expriment explicitement à plusieurs reprises, particulièrement en ces termes : « Le désarmement des bandits armés somaliens est un sujet de discorde entre le Secrétaire général Boutros-Ghali et les représentants américains » (Lorch, 1992c). Une semaine plus tard, nous retrouvons ces propos dans un éditorial : « Les troupes américaines opèrent sous un mandat vague dans des circonstances périlleuses [...] Il y a eu confusion plus tôt cette semaine au sujet des armes qui devaient être confisquées auprès des groupes nomades qui menaçaient la population en détresse » (Editorial, 1993a).

À ce stade, la médiatisation de ces débats et l'opinion des journalistes n'impliquent pas nécessairement un désaccord flagrant face aux discours dominants de George Bush et de la Maison-Blanche en ce qui concerne les interventions étrangères, mais représentent davantage des critiques ponctuelles qui sont tout de même à prendre en considération, car les journalistes soulèvent des interrogations sur la nature du mandat, un facteur non négligeable pour évaluer la validité et la légitimité de la mission.

2.2.4 La Somalie sous Clinton : transformation de la mission et position des journalistes

L'intervention des États-Unis en Somalie a ceci de particulier qu'elle a été conduite par deux administrations. À la fin de son mandat, George H. Bush affirme que les objectifs de la mission ont été comblés ; les convois de nourriture ont rejoint les victimes de la famine et le taux de décès est à la baisse (Henriksen, 1996, p. 9). Dès son arrivée au pouvoir, les regards sont tournés vers Bill Clinton quant à la façon dont il mènera la fin de cette opération qui fera office de test pour un homme réputé pour son inexpérience et son désintérêt envers la politique étrangère (Henriksen, 1996, p. 6). Avant le début des affrontements entre les soldats américains et les factions somaliennes, le nouveau président adopte une attitude optimiste et se représente l'intervention en Somalie comme un modèle en vue des opérations futures de même nature. Il s'exprime en ces termes : « Il s'agit de la plus importante opération humanitaire de l'histoire qui marquera un nouveau chapitre dans les annales de l'assistance humanitaire et du maintien de la paix » (Clinton, 1993b).

Au mois de juin, le ton change, à la suite du décès de Casques bleus pakistanais. Le Président Clinton reconnaît explicitement, dans une allocution du 17 juin 1993, que la responsabilité de cette attaque incombe au Général Aidid et à sa faction. La violence continue de s'intensifier dans les mois suivants et, à la suite de l'augmentation des décès du côté américain, de la profanation de la dépouille d'un soldat et de la prise en otage du militaire Michael Durant, le Président annonce un déploiement de troupes supplémentaires³⁵. C'est à ce moment charnière que le mandat de la mission se transforme et que la confusion règne au sujet de la simultanéité des opérations militaires et de la volonté d'un règlement politique.

Le 8 octobre 1993, le Président précise les quatre objectifs que doivent assumer les nouvelles troupes : 1) protéger les contingents américains déjà en place 2)

³⁵ Il annonce la mobilisation de 1 700 soldats additionnels et de 3 600 marines (Clinton, 1993f).

protéger les troupes de l'ONU afin de faciliter la livraison des denrées 3) maintenir une pression sur les individus et les groupes qui perpétuent des attaques contre les forces américaines 4) favoriser l'entente entre les Somaliens.

Parallèlement, Bill Clinton insiste sur le fait que les États-Unis doivent privilégier les initiatives politiques plutôt que militaires. En ce qui concerne ce dernier point, aucune action envers de potentiels belligérants ne doit être entreprise, ni perçue comme une personnalisation de l'opération envers le Général Aidid ou envers d'autres groupes. Le langage qu'il utilise dans ce discours confirme manifestement cette volonté. Les termes utilisés pour désigner les ennemis demeurent vagues et limités. En voici quelques exemples : « ... en juin, les individus qui ont causé la plupart des problèmes et qui ont attaqué les Américains... », « ceux qui perturbent la distribution et attaquent les troupes ». Nous remarquons une certaine réserve comparativement aux allocutions du mois de juin dans lesquelles il désignait directement Aidid et sa faction.

Mais il faut préciser que l'objectif principal de l'envoi de troupes supplémentaires est étroitement lié à la crédibilité des États-Unis. Bill Clinton l'exprime en ces termes :

Notre crédibilité ainsi que celle de nos alliés pourrait être sévèrement touchée dans le cas d'un retrait immédiat. Notre suprématie sur le plan international en serait affectée [...] lors d'une période aussi déterminante qu'est l'après-guerre froide [...] pour ces raisons, je m'engage à poursuivre notre implication en Somalie de manière rapide et efficace.³⁶ (Clinton, 1993f).

³⁶ D'ailleurs, les tergiversations au sujet du retrait des troupes en Somalie font écho jusqu'en Haïti, où l'on en observe des répercussions concrètes. Voici ce que rapporte un journaliste du *New York Times* à ce sujet: « un petit groupe d'individus, sous la protection de la police, a pris d'assaut les rues de Port-au-Prince et menace de semer l'anarchie afin de prévenir la mobilisation de troupes américaines qui appuient la transition vers un gouvernement démocratique, une transition que les manifestants ne souhaitent pas. Certains des organisateurs de la manifestation rapportent qu'ils ont été encouragés par ce qu'ils ont vu (de la Somalie) à la télévision » (Apple, 1993c).

La conférence de presse donnée par le secrétaire d'État Christopher, le secrétaire à la Défense Aspin et l'Amiral Jeremiah, le 7 octobre 1993, fait parfaitement écho à la position du Président. L'Administration a réussi à s'entendre sur un message commun qui exclut la menace que représente le Général Aidid et qui privilégie la recherche d'une solution politique, sans que cette dernière soit assumée, à long terme, par les États-Unis. Christopher apporte des précisions à ce sujet : « Nous sommes à la recherche de dirigeants africains qui pourront nous aider à trouver une solution africaine à un problème africain » (Christopher, 1993).

Dans les faits, les responsables américains ont approché des dirigeants de l'Éthiopie, de l'Érythrée et de l'Organisation des États africains. De son côté, Aspin mentionne que les opérations militaires sur le terrain sont essentielles et « aux services d'un programme politique ». Malgré ces clarifications, les commentaires des journalistes et des analystes au sujet de cette dualité sont marqués par l'incompréhension et la critique. À cet effet, la correspondante Elaine Sciolino note :

Aujourd'hui, lors d'une allocution publique, les responsables de l'Administration ont de la difficulté à expliquer pourquoi une attaque qui a causé la mort de 12 soldats américains, une douzaine de blessés et quelques prisonniers, a été conduite au moment où Christopher menait une campagne auprès de Boutros-Ghali afin de le convaincre de poursuivre sérieusement sur la voie politique (Sciolino, 1993b).

Par contre, l'unité entre Clinton et les membres de son Administration résulte d'un débat. Au début du mois d'octobre, le Président souhaite établir une date fixe pour le retour des contingents américains. En contrepartie, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, mentionne dans un article du *New York Times* qu'il favorise un retrait progressif et adaptable à la situation sur le terrain :

Nous allons continuer à travailler avec les Nations unies et les troupes d'une vingtaine d'autres nations en vue de créer les conditions de sécurité

nécessaires afin d'empêcher un retour à l'anarchie et à la famine, tout en diminuant la présence américaine dans les mois à venir (Sciolino, 1993b).

Dans ce même article, la journaliste rapporte les dissensions persistantes entre l'Administration en place et Boutros-Ghali. Ce dernier, dans une lettre adressée au secrétaire d'État Christopher, réitère qu'un désengagement des États-Unis mènerait à l'échec total de l'opération onusienne (Sciolino, 1993b).

Les journalistes reconnaissent que les intentions de l'Administration Clinton sont de détourner l'attention des affrontements entre les troupes américaines et certaines factions somaliennes, des conséquences de ces affrontements qui se sont soldés par des pertes en vies humaines, des discordes au sujet de l'arrestation d'Aidid et de sa poursuite qui demeure vaine. Autant de faits, critiqués par le Congrès, les médias et le public qui doivent être dissimulés afin que le Président puisse justifier un redéploiement et le maintien des troupes pour une durée de six mois. La rhétorique d'une solution politique tente de mettre un frein à la pression négative dont fait l'objet le nouveau Président et surtout de déresponsabiliser les États-Unis dans le dossier de la Somalie afin d'assurer une sortie digne. En définitive, la couverture du *New York Times* se fait critique de l'approche adoptée par l'Administration Clinton. Contrairement à celle-ci, les journalistes ne croient pas en l'efficacité et au bien-fondé d'entreprendre simultanément des actions politiques et des actions militaires.

2.2.5 L'escalade de la violence

À la suite de ces observations, la lutte des soldats américains et des troupes de l'ONUSOM II³⁷ contre les factions somaliennes s'avère embarrassante pour l'Administration Clinton, mais l'escalade de la violence est bien réelle et personne

³⁷ Il est à noter que 4 000 militaires américains sont intégrés à la force de l'ONUSOM II (Brodeur, 1995, p.5).

ne peut la nier. Dans cette section, les manifestations de la violence, leurs conséquences et le traitement qu'en fait le *New York Times* sont explorés. Dans les observations rapportées par le journaliste Michael Gordon, les affrontements deviennent fréquents à partir de juin et ce jusqu'en octobre 1993. Dès le 5 juin 1993, lors d'une offensive menée par les Casques bleus pakistanais contre un entrepôt d'armes appartenant à la faction dirigée par le Général Aidid, vingt-quatre d'entre eux trouvent la mort dans une embuscade que Jonathan Howe, envoyé spécial des Nations unies en Somalie, qualifie « d'offensive terroriste perpétrée par Aidid contre l'ONU » (Gordon, 1993f), cette expression apparaissant pour la première fois dans un article du *New York Times*. Cet événement mènera à l'adoption, le 6 juin 1993 par le Conseil de sécurité, d'une résolution qui autorise l'arrestation des responsables. Voici l'extrait de la résolution :

Réaffirme que le Secrétaire général est autorisé par la résolution 814 (1993) à prendre à l'encontre de tous ceux qui sont responsables des attaques armées mentionnées au paragraphe 1 (attaque du 5 juin 1993 contre le personnel de l'ONUSOM II), y compris les responsables des incitations publiques à ces attaques, toutes les mesures nécessaires pour établir l'autorité effective d'ONUSOM II dans toute la Somalie, notamment pour qu'une enquête soit ouverte sur les actions des responsables et que ceux-ci soient arrêtés et détenus pour être traduits en justice, jugés et punis (Conseil de sécurité, 1993).

Il est à noter que le nom d'Aidid n'est pas explicitement cité. Néanmoins, le groupe politique qu'il dirige est identifié : « Gravement alarmé par les attaques armées préméditées que des forces appartenant apparemment au Congrès somali uni (USC/SNA) ont lancées le 5 juin 1993 contre l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II)» (Conseil de sécurité, 1993). Il s'ensuit une série d'articles traitant de la réponse militaire à cette embuscade.

Les articles rédigés par les journalistes et les correspondants du *New York Times* entre le 8 et le 14 juin 1993 se concentrent sur la nécessité d'une riposte, les limites de l'ONU et de sa dépendance envers la présence des troupes américaines et de leurs capacités militaires. Selon Lorch, les troupes pakistanaises ne possèdent ni l'équipement nécessaire ni la formation adéquate pour ce type d'opération (Lorch, 1993b). Tandis que Michael Gordon conclut son article par l'interrogation suivante : « Est-ce que l'ONU peut mener des opérations de paix efficaces sans compter sur la puissance militaire américaine ? » (Gordon, 1993c)

Les journalistes du *New York Times* y répondent par la négative, le retrait des troupes de l'UNITAF, donc de la majorité des soldats et de l'équipement américains, explique l'accroissement de la violence en Somalie, particulièrement dans le cas des offensives dont sont victimes les forces de l'ONU (Gordon, 1993b, 1993c). En réponse à ces propos, le Président Clinton et le secrétaire à la Défense Les Aspin affirment aux journalistes que l'attaque contre les centres de pouvoir du Général Aidid « est essentielle pour envoyer un message clair aux groupes armés et pour assurer la crédibilité des Nations unies en Somalie et à travers le monde » (Lorch, 1993c).

Du côté des Somaliens, les discussions sur la légitimité de l'ONU se trouvent à mille lieues de leurs préoccupations. Certains articles, de la correspondante Lorch du mois de juin 1993, à la suite de la destruction de la station de Radio Mogadiscio³⁸ et de la conduite d'opérations aériennes par les troupes américaines, dépeignent une population somalienne en furie et qui proclame son mécontentement par la tenue de manifestations dans les rues de la capitale. Cette réaction des Somaliens est justifiée par le grand nombre de décès civils rapporté par les journalistes du *New York Times*, au même titre que ceux des soldats de l'ONUSOM II (Lorch, 1993c, 1993d, 1993e). Pour sa part, Aidid nie haut et fort sa responsabilité dans la mort des Casques bleus pakistanais. À ce moment, les

³⁸ Cette station, sous l'emprise du Général Aidid, est réputée pour diffuser des propos haineux envers le personnel de l'ONUSOM (Brune, 1998, p. 30).

représentants militaires et politiques américains et de l'ONU tentent de dissimuler les conséquences des opérations aériennes et de celles des troupes au sol.

Par contre, les médias deviennent des témoins encombrants pour les dirigeants politiques et militaires américains. À titre d'exemple, Lorch rapporte les détails d'une opération aérienne américaine, visant des entrepôts d'armes, au cours de laquelle des journalistes sont présents et tournent des images compromettantes de la destruction d'un salon de thé atteint par un missile qui aurait causé le décès de 12 Somaliens. Parallèlement, un porte-parole de l'ONU, le Major David Stockwell nie ces décès (Lorch, 1993e).

De leur côté, les acteurs politiques sont conscients de l'impact que peut avoir sur le public américain la mort d'innocents. À ce sujet, le sénateur Bob Dole commente la tenue d'une manifestation au cours de laquelle les soldats de la paix pakistanais ont fait feu sur les participants : « J'espère que les Pakistanais montreront plus de retenue, car si des civils sont tués – des femmes et des enfants - il sera très difficile de vendre la mission à la population américaine » (Schmitt, 1993b).

Il est évident que les répercussions de la montée de la violence sur le terrain atteignent Washington et que les journalistes s'intéressent au débat qui s'ensuit. Dans l'un de ses articles, le journaliste Schmitt commente la décision de Clinton de dépêcher 400 Rangers en Somalie. À son avis, ce déploiement supplémentaire se réfère aux problématiques de la durée de la mission, de sa personnalisation autour du Général Aidid et de l'implication directe des soldats américains contre un ennemi, bref il suscite des doutes quant à la définition des objectifs de l'opération (Schmitt, 1993c).

Dès le 26 septembre 1993, une série d'articles aborde l'écrasement d'un hélicoptère *Blackhawk*, le mauvais traitement réservé à la dépouille d'un soldat ainsi que les contentieux en ce qui concerne le retrait ou le maintien en poste des

soldats américains. La position de chacun des acteurs diffère. Le Congrès exige un retrait rapide tandis que Ghali et l'Administration Clinton privilégient la poursuite de la mission. Pour les journalistes, il est impératif que Clinton prenne une décision ferme. À ce sujet, voici les propos du journaliste Schmitt : « L'Administration fait face au mécontentement du public et du Congrès contre ce que plusieurs perçoivent comme une opération mal définie et sans limites pour les États-Unis » (Schmitt, 1993f).

Finalement, le 6 octobre 1993, le Président Clinton annonce le retrait des troupes dans un délai de six mois. Les journalistes Gordon et Friedman expliquent cette décision par l'échec de l'assaut, mené par des Rangers américains, de l'hôtel Olympia à Mogadiscio où se tenait une réunion de l'Alliance nationale somalienne³⁹. L'opération s'est soldée par le décès de 18 soldats américains et de 78 blessés du même camp. Ils écrivent que ce type d'événement :

forme l'opinion publique et influence les actions que souhaitent entreprendre les États-Unis dans le monde. Les conséquences de cette attaque ainsi que les images d'un militaire américain traîné dans les rues de Mogadiscio ont poussé le Président Clinton à ordonner le retrait de ses troupes dans un délai de six mois (Gordon et Friedman, 1993).

À ce stade, selon Gordon et Friedman, l'expérience de la Somalie mine la crédibilité des États-Unis en matière de politique étrangère, une crédibilité acquise, en partie, avec la Guerre du Golfe (Gordon et Friedman, 1993). Dans un éditorial du 8 octobre 1993, l'auteur va même jusqu'à comparer l'intervention en Somalie au borbier dans lequel l'armée américaine s'était empêtré au Vietnam et soutient que le retrait demeure l'unique solution à envisager, particulièrement en l'absence d'intérêts des États-Unis envers ce pays (Editorial, 1993e).

³⁹ Groupe politique dirigé par Aidid (Sens, 1995, p. 83).

Les articles couvrant les mois de juin à novembre 1993 dressent un bilan négatif comparativement aux corpus d'articles précédents, Friedman remet même en cause les modalités d'intervention :

Les problèmes rencontrés en Somalie nécessitent une révision des politiques d'intervention par l'Administration Clinton. L'échec de la mission était prévisible dès le départ. Une opération humanitaire ne peut être menée sans le projet de reconstruire le pays. Bush a effectué un mauvais calcul. Le succès de ce type d'opération dépend de la volonté des États-Unis, qui doivent s'investir à long terme (Friedman, 1993b).

En guise de résumé, les positions des journalistes du *New York Times* et des dirigeants politiques américains sont similaires sur certains points. Tout d'abord, ils reconnaissent la montée de la violence et la nécessité de répondre à cette violence. Ils considèrent également que les États-Unis possèdent les capacités de le faire. C'est au moment du déclenchement des ripostes que la couverture médiatique se transforme et les journalistes critiquent ouvertement les bavures qui en résultent. Tandis, que la violence continue de s'intensifier, règle générale, les articles du *New York Times* dénoncent les tergiversations de Clinton et de son Administration sur la solution à adopter. Finalement, les pertes en vies humaines sans cesse croissantes, dans les rangs des soldats américains, influent sur la position du président et celle des journalistes qui favorisent, dans les deux cas, le départ des troupes américaines de la Somalie.

2.2.6 Processus d'identification de l'ennemi

En lien avec l'escalade de la violence, les journalistes et les acteurs politiques accordent un rôle de premier plan au Général Aidid. Dans cette section, nous traitons de manière détaillée des étapes de la désignation d'un ennemi lors de l'intervention américaine en Somalie. L'évolution des événements sur le terrain et les calculs politiques des présidents contribuent à modifier les termes de cette définition. Il existe plusieurs chefs de faction belliqueux auxquels sont

confrontées les troupes onusiennes et américaines, que ce soit Ali Mahdi, Morgan ou le Colonel Jess. Mais leur présence est reléguée aux oubliettes dès que le Général Aidid devient le centre d'attention pour les représentants de l'ONU, des États-Unis et dans les médias⁴⁰.

Concrètement, l'identification d'un ennemi survient à un stade avancé de la mission. Non seulement, le Président Bush n'en cible aucun dans ses discours, mais il demeure silencieux sur l'existence d'un conflit armé en Somalie (Bush, 1992c, p.2). Dans l'optique d'un engagement humanitaire, il est dans son intérêt de taire la présence des « Seigneurs de la guerre ». À ce moment, la « menace » Aidid n'est pas considérée. Ce dernier cautionne l'arrivée des contingents américains dont il espère un appui à son accession à la présidence de la Somalie (Jehl, 1993). Par contre, il n'a jamais accepté l'implication de l'ONU, qu'il perçoit comme une incursion coloniale et partielle.

Deux facteurs expliquent ce rejet. Premièrement, dès le XIXe siècle, la Somalie a été colonisée par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie jusqu'en 1960. Selon Sens :

Le peuple opposait une résistance à ces gouvernements impérialistes ; les derviches⁴¹ se sont érigés contre la domination étrangère de 1900 à 1920. Le peuple somalien a une histoire marquée par les luttes, les conflits et la résistance face à la domination étrangère (Sens, 1997, p.79).

La présence de ces pays coloniaux au sein de l'ONUSOM II, à l'exception de la Grande-Bretagne, n'est pas bien perçue par certains chefs de factions. Deuxièmement, si l'on considère la notion de consentement dans le cas de

⁴⁰ Par exemple, le nom du Général Aidid est quasi absent de l'échantillon d'articles rédigés entre le 20 janvier et le 11 juin 1993, les journalistes s'attardent plutôt à la faction de Morgan, que les Marines attaquent en raison de la violation du cessez-le-feu et à celle du Colonel Jess. Aidid se voit même qualifié de « moins impitoyable » que ce dernier.

⁴¹ Membres d'une confrérie mystique musulmane (Larousse, 2004, p.321).

l'intervention en Somalie, celle-ci pose quelques problèmes que le premier représentant de l'ONU, Mohammed Sahnoun a tenté de résoudre.

Dans le cas de la Somalie, la structure politique s'est écroulée avec la chute de Siad Barre. En théorie, il n'y a aucune autorité en mesure d'approuver l'opération des Nations unies. Toutefois, l'expérience de Sahnoun⁴² lui permet de reconnaître les chefs de faction comme des acteurs politiques avec lesquels des négociations sérieuses doivent être entreprises. En contrepartie, si l'ONU convient de l'absence d'une structure politique somalienne elle se trouvera dans l'obligation d'assumer des fonctions étatiques que certains rapprochent de la tutelle (Brodeur, 1995, p.2-3). Selon Brodeur, Aidid a exploité ce phénomène et s'est imposé comme le garant de la souveraineté de son pays face à l'ingérence de l'ONU (Brodeur, 1995, p.3).

Sous le mandat de Bill Clinton, les données changent et l'éclatement de la violence, qui a débuté avec le piège tendu à des Casques bleus en juin 1993, marque le début du processus de désignation de l'ennemi. La reconnaissance du Général Aidid et de sa faction n'est pas sans conséquence pour les États-Unis. Certaines critiques sont formulées aux États-Unis contre l'augmentation des coûts, des troupes et de l'issue de la mission qui semble vouée à l'impasse.⁴³ Par ailleurs, le fait de cibler un individu et son groupe complexifie le vœu de Clinton de dépersonnaliser la mission et surtout de concentrer les efforts sur des solutions politiques.

⁴² Mohamed Sahnoun compte plusieurs années d'expérience sur le continent africain. De 1964 à 1973 il a occupé la fonction de Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). En 1973 il a été nommé Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe en charge du dialogue arabo-africain (ONU, 1997).

⁴³ Notons que ces critiques sont, en partie, formulées par le Congrès, qui favorise un retrait rapide des troupes américaines (Schmitt, 1993e) et par des membres de l'ancienne équipe de George Bush dont Dick Cheney et James A. Baker, qui accusent l'Administration Clinton d'avoir modifié le mandat initial de la mission ainsi que sa durée, deux points auparavant bien définis (Friedman, 1993c).

Du côté de la population somalienne, la poursuite sans résultat du Général Aidid, les attaques répétées contre sa faction et les pertes qu'il inflige aux camps des intervenants étrangers l'élèvent au rang de héros et de martyr (Stevenson, 1995, p. 70). Cette notoriété est renforcée par le fait qu'il exerce un véritable pouvoir qu'il puise dans la fidélité de ses hommes, la possession d'une réserve d'armes imposante, l'expertise à mener des combats en milieu urbain, la faveur populaire et un charisme qui soulève les foules ⁴⁴ (Stevenson, 1995, p. 70).

Dans le passé, il a démontré à plusieurs reprises ses capacités. Toutefois, son parcours vers le pouvoir a été semé d'embûches. Sur la base de présomptions envers son allégeance au Président Siad Barre, il a été emprisonné pendant six ans, au début des années 1970, au moment où il occupait le poste de Chef de l'Armée somalienne. Regagnant peu à peu la confiance de Siad Barre il parvient à le déloger en menant une guérilla (Jehl, 1993). Persuadé que la présidence lui revient de droit, Aidid découvrira, à ses dépens, qu'il n'est pas le seul à aspirer à cette fonction. Le chef d'une faction rivale, Ali Mahdi, partage le même but.

À la lecture du *New York Times*, la reconnaissance d'Aidid par les journalistes et la concentration de la couverture sur sa faction lui confèrent une tribune et une forme de rayonnement qu'il n'aurait pu obtenir autrement. À titre d'exemple, les correspondants sont invités à son domicile pour y réaliser des entrevues, d'autres articles décrivent le personnage et sa puissance tandis que certains correspondants rapportent les faits saillants de sa poursuite. Mais le point crucial demeure : ses discours, sa perception du conflit et de l'intervention étrangère sont transmis au monde (Lorch, 1993g, 1993i ; Jehl, 1993).

Ces articles, qui racontent à la fois les aspirations passées et présentes du Général, démontrent que les journalistes le prennent très au sérieux et le dépeignent comme

⁴⁴ Ce sont des aptitudes qu'il a démontrées plusieurs fois lors de l'organisation de manifestations. L'une d'entre elles visait à perturber la visite du Secrétaire général (Mitchell, 4 janvier 1993) et une autre à réagir à une attaque aérienne menée par les États-Unis et qui a causé la mort de 20 civils somaliens (Lorch, 1993e).

un ennemi de taille. Entraîné en Italie et en Union soviétique, possédant de nombreuses expériences de combat et surtout déterminé à atteindre le pouvoir, il est présenté comme un homme cruel qui n'hésite pas à utiliser les femmes et les enfants comme boucliers humains en cas d'attaque contre ses forces ou encore à faire feu sur des soldats onusiens et américains (Lorch, 1993g). Nous sommes loin de la description journalistique de 1992 qui le présentait comme un chef de clan accompagné d'adolescents armés, sous-équipés et mal entraînés sous l'effet du khat (Schmitt, 1992a ; Perlez, 1992f). De plus, la résolution adoptée par le Conseil de Sécurité prescrivant son arrestation lui attribue officiellement l'étiquette de menace à la sécurité internationale.

Qu'est-ce qui explique cette radicalisation des positions de l'ONU au sujet du Général Aidid ? Quelques conseillers de Boutros-Ghali énoncent, dans un article du *New York Times*, l'hypothèse d'une vendetta personnelle menée par le Secrétaire général dont la volonté dans le dossier de la Somalie semble dépasser celle de l'Administration américaine. Tout au long de l'opération, il insiste sur les questions de désarmement, de l'établissement de la paix et de la reconstruction du pays (Sciolino, 1993a).

Comment peut-on expliquer ces écarts de points de vue ? Boutros-Ghali est l'un des seuls acteurs internationaux à souhaiter prendre les mesures nécessaires, non seulement afin de remédier aux conséquences de la famine, mais aussi de s'attaquer à ses causes profondes qui se manifestent par la présence d'une guerre entre factions armées se disputant le pouvoir dans un pays où il n'existe plus d'autorité politique. Par contre, les pays participant à l'ONUSOM I et II ainsi que les États-Unis ne comptent pas s'engager à ce niveau. Autant de motifs qui creusent l'écart entre les objectifs des différents intervenants et qui attisent la mécontente.

Pour sa part, Bill Clinton tente à tout prix de se dégager de cette impasse. Cependant, il sait pertinemment qu'il ne peut demeurer inactif face à la perte de

soldats américains. Dans d'autres cas, l'identification d'un ennemi permet d'appuyer la décision de déployer des troupes, de les maintenir, d'entreprendre des combats contre des belligérants et de faire accepter les pertes en vies humaines : bref, de légitimer une intervention et ses conséquences. À cet effet, la Guerre du Golfe est une illustration pertinente. Dans la perspective de George H. Bush, Saddam Hussein est le personnage tout désigné pour assumer le rôle de l'ennemi. Dépeint comme un dictateur conquérant, le Président Bush va même jusqu'à comparer sa cruauté à celle d'Adolf Hitler. Dans une recherche Strobel mentionne qu'entre les mois de juin à août 1991 ce rapprochement a été mentionné 228 fois dans le *New York Times* et le *Washington Post*. Dans la majorité des cas, il s'agissait d'une citation de Bush (Strobel, 1997, p.48). De tels commentaires envers Aidid sont plutôt rares, l'un des termes péjoratifs le décrivant est celui du « chef le plus agressif de toutes les factions ».

Si nous revenons à la comparaison entre les discours des deux présidents et les représentations du quotidien analysé à l'égard de la problématique de la désignation d'un ennemi, nous concluons que les journalistes prennent en considération les opinions du Général Aidid et son caractère belliqueux. À l'opposé, le Président Clinton, en début de mandat, n'entend pas lui accorder une attention particulière et n'a pas l'intention de basculer dans le piège de la personnalisation de l'opération, comme l'a fait Boutros-Ghali. Il souhaite plutôt concentrer ses efforts vers les actions politiques. Cependant, l'intensification de la violence et surtout la perte de membres de ses troupes résultants d'affrontements contre la faction d'Aidid l'incite à réviser sa position. Du côté du Président Bush, l'écart entre sa position et celle des journalistes est flagrant, le premier niant totalement l'existence d'un conflit en Somalie, alors que dès leur arrivée en ce pays, les journalistes dénoncent les luttes entre les factions.

2.3. Les idées dominantes de la couverture du continent africain

Dans les chapitres précédents, nous avons exploré des facteurs explicatifs du fondement des discours politiques, sans toutefois se questionner sur les origines des représentations médiatiques soutenues par les journalistes du *New York Times*. Afin de traiter cette problématique, nous observons, dans cette section, les analyses de quelques auteurs qui développent des modèles explicatifs de la couverture de presse du continent africain. Le but de cette section est d'effectuer une synthèse des éléments clés de ces modèles, pour enfin vérifier s'ils s'appliquent à l'échantillon d'articles analysé dans ce mémoire.

2.3.1 Le schéma de la représentation médiatique de l'Afrique

Dans un ouvrage sur la représentation médiatique de l'Afrique, Beverly Hawk avance que les messages formulés par les journalistes proviennent d'anciennes conceptions de ce continent, ancrées dans le monde occidental.

Tout d'abord, les journalistes décrivent le continent africain comme une entité homogène, sans distinction géographique, culturelle, politique, religieuse, sociale ou économique. Cette uniformisation permet de tirer des conclusions générales et dénote surtout une l'ignorance de son histoire qui souvent, dans le cas de la représentation journalistique, se limite à des considérations reliées à la période coloniale et aux diverses étapes de la décolonisation. Bref, à des événements historiques dans lesquels les pays occidentaux sont impliqués (Hawk, 1992).

Le choix des événements à couvrir fait également partie de ce schéma. En général, les médias s'intéressent aux conflits ethniques, claniques, tribaux, à la famine, la pauvreté et la maladie (Hawk, 1992, p.6). À ce sujet, Hawk résume la perception occidentale en ces termes : « L'Afrique est un échec et elle a besoin de notre aide » (Hawk, 1992, p.7). Cette propension au paternalisme établit une dichotomie

non seulement entre l'homme blanc, dont le rôle de sauveur est fréquemment repris par les médias et celui de l'homme noir qui se retrouve emprisonné dans un rôle de miséreux, de victime ou de barbare, mais également entre un monde primitif et un monde moderne (Hawk, 1992, p.7).

2.3.2 L'application à la représentation politique et médiatique de la Somalie

Qu'en est-il de ces considérations quant au cas de la Somalie ? Il semble pertinent de vérifier si ces caractéristiques générales de la représentation de l'Afrique se retrouvent dans les articles du *New York Times*. Dans les discours de certains journalistes et du Président Bush, le rôle de héros venant à la rescousse des plus démunis revient sans équivoque aux États-Unis, dans le contexte de l'après-guerre froide, ils seraient les seuls habiletés à remplir cette fonction (Bush, 1992c, p.2).

Conséquemment, ces mêmes acteurs placent les Somaliens au rang des opprimés. Par contre, les causes de la victimisation diffèrent. Dans les discours présidentiels, les citoyens de la Somalie se retrouvent dans la catégorie des victimes de la famine, tandis que les journalistes les considèrent comme des victimes de la lutte entre les factions somaliennes dont la famine est une conséquence. Il est évident que la reconnaissance de cette situation par le président impliquerait une intervention américaine beaucoup plus significative que l'opération humanitaire prévue.

Bref, de même que le processus d'identification d'un ennemi, qui a été abordé précédemment, le processus de désignation des victimes et des causes de la victimisation sous-tend un calcul politique qui peut orienter la nature de l'intervention. Du côté des correspondants, si nous supposons qu'ils souhaitent une intervention effective des forces en place, leur discours s'orientera autour de la description des conditions de vie misérables des Somaliens. À titre d'exemple, dans certains articles, ils décrivent la souffrance des réfugiés dans un centre de

famine à Bardera (Lorch, 1992b) ou encore la douleur ressentie par la perte des êtres chers d'une famille honnête (Perlez, 1990a). Selon plusieurs analystes, la représentation de cette réalité est tout à fait conforme avec le caractère sensationnaliste de l'information qui cherche à émouvoir les lecteurs (Gowing, 1997 ; Neuman, 1995).

Concrètement, la catégorisation ne s'avère pas aussi tranchée que le prétend Hawk. La complexité du contexte somalien suppose des changements constants. À titre d'exemple, la dénomination de sauveur attribuée aux soldats américains ou aux contingents des nombreux pays réunis sous la bannière des Nations unies se transforme peu à peu en celle de combattants. D'ailleurs, les journalistes reconnaissent cette transition, particulièrement dans les cas des Rangers qu'ils décrivent comme faisant partie du « clan américain » (Friedman, 1993b). L'épithète de victime se transpose aussi à d'autres acteurs. Selon Fishman et Marvin, le mauvais traitement qu'a subi la dépouille d'un soldat américain constitue « une image puissante » de victimisation du côté américain (Fishman et Marvin, 1993). Ainsi, nous assistons à l'éclatement d'un modèle qui, au départ, semblait linéaire, mais qui défie les tentatives de classification.

Parallèlement, la question du nombre et de la valeur des victimes se pose⁴⁵. Dans son étude, Brodeur affirme que pour la presse la vie d'un Occidental n'a pas le même poids que celle d'un Africain :

Cette guerre fit un nombre disproportionné de victimes parmi les troupes de l'ONUSOM II, d'une part, et les Somaliens, d'autre part. [...] La mort des Africains ne sollicite la presse internationale que lorsqu'elle se produit en masse, alors que celle de tout Casque bleu fait l'objet d'un reportage dramatique, à condition que ce dernier appartienne à un contingent provenant d'un pays industrialisé. Qui se préoccupe des Casques bleus du Bangladesh,

⁴⁵ Plus précisément le nombre de victimes est réparti comme suit : du 4 mai 1993 au 25 mars 1994 68 décès, dans le camp des Casques bleus et 262 blessés. Le bilan dans le cas des soldats américains est de 30 décès et de 175 blessés. Du côté des Somaliens, le nombre de morts est établi à 13 000 et à trois fois plus pour les blessés. Toutefois, ces dernières données sont contestées car elles proviennent d'une estimation du Général Aidid (Brodeur, 1995, p.1).

du Botswana ou du Zimbabwe dont la misère se compare à celle des habitants des pays du continent africain où ils sont déployés ? (Brodeur, 1995, p.1)

Dans un autre ordre d'idées, Hawk reproche l'ignorance des médias au sujet de l'histoire africaine et le fait que les seuls éléments abordés soient directement reliés à l'Occident. À la suite de l'analyse des articles du *New York Times*, nous ne pouvons que confirmer cette assertion. Les références au passé de la Somalie sont quasi inexistantes, à l'exception du rôle assumé par les deux grandes puissances durant la période de la guerre froide, autant au niveau de la distribution et de la vente d'armes que de la nature des allégeances politiques.

Quelques articles font état de cette période. Par exemple, le journaliste Michael Gordon expose des données au sujet de la provenance des armes détenues par les Somaliens dont la majorité sont des AK-47 fournies par l'Union soviétique. La Somalie a importé pour un total de 210 millions de dollars en armement de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est lors de la guerre l'opposant à l'Éthiopie entre 1961 et 1974. Les États-Unis sont également responsables d'une « assistance létale » durant le règne de Siad Barre entre 1981 et 1989 qui se chiffre à 35 millions de dollars. Le journaliste s'attarde aussi à expliquer le changement des alliances politiques. Au départ alliée de la Somalie, la mise en place d'un gouvernement marxiste en Éthiopie pousse l'Union soviétique vers ce pays, conséquemment les États-Unis délaissent l'Éthiopie en faveur de la Somalie (Gordon, 1992d).

Outre ces quelques éléments caractérisant la vision médiatique de l'Afrique, Bosah Ebo présente les paramètres qui orientent les choix des directeurs de l'information pour les événements à couvrir. Selon ce dernier, les informations sont sélectionnées en fonction de considérations politiques, commerciales et sociales.

Tout d'abord, les médias favorisent un événement plutôt qu'un autre en fonction de l'intérêt politique qu'il représente pour l'Amérique ou encore de la menace qu'il constitue. Ce phénomène explique la faible attention vouée à l'Afrique, les pays de ce continent ne font pas partie « des joueurs importants de la politique globale » (Ebo, 1992, p. 17).

Deuxièmement, la rentabilité de l'entreprise médiatique est un élément à considérer et la couverture de l'Afrique ne comble pas cet objectif si l'on prend en compte, entre autres, les coûts faramineux que cela implique et le fait qu'elle ne représente pas nécessairement un très bon « vendeur » sur le marché de l'information (Ebo, 1992, p.16). Enfin, Ebo avance que les médias occidentaux préfèrent couvrir des pays dont les valeurs et la culture sont semblables aux leurs. À cet effet, l'Afrique ne se place pas au premier rang (Ebo, 1992, p.21).

En complément, Ungar et Gergen croient que la sélection des événements à couvrir s'effectue, en premier lieu, par les acteurs politiques et économiques. Ils résument leur pensée ainsi :

L'un des facteurs qui peut expliquer le peu d'informations en provenance de l'Afrique ainsi que le caractère négatif de ces informations n'est pas attribuable aux médias, mais aux institutions américaines qu'ils reflètent. Par tradition et expérience, les médias calquent les propos des institutions et non pas l'inverse. Leur pouvoir de façonner l'opinion publique est énorme, mais le choix des événements à couvrir demeure entre les mains d'autres institutions, dont le gouvernement et les milieux d'affaires. Si ces institutions ne portent aucune attention à l'Afrique alors, les médias feront de même (Ungar et Gergen, 1991, p.1).

Le tableau que nous venons de peindre de la perception occidentale de l'Afrique demeure plutôt pessimiste. Est-ce que ces conclusions s'appliquent uniquement aux correspondants occidentaux ? Certains analystes et représentants des médias encouragent la couverture du continent par des journalistes locaux et affirment qu'ils sont les seuls à comprendre les événements (N'Diaye, 2000).

Cependant, d'autres avancent que, dans le cas de la couverture de conflits, les journalistes africains sont beaucoup trop imprégnés par le contexte et que l'impartialité est impossible (Matetakufa, 2000). Dans cette optique, la supposée distanciation dont bénéficie la presse occidentale devient un atout. Mais il ne faut pas oublier que les limites sur la liberté d'expression et le manque de ressources demeurent un frein non négligeable à l'accomplissement de la profession des journalistes africains (Ménard, 2000). De plus, ils ne sont pas plus en mesure que les journalistes occidentaux de maîtriser l'Afrique dans toute sa diversité et sa complexité, car ils sont, eux aussi, confrontés aux barrières de la langue, de la religion, de la culture et à la compréhension des questions politiques et économiques.

Une décennie plus tard, Anver Versi confirme la persistance de la schématisation présentée par Hawk. Ainsi, la représentation médiatique du continent en des termes négatifs axés sur les thèmes de la corruption, de la guerre, la famine, la maladie et la victimisation, démontre que les journalistes occidentaux « voient de l'Afrique ce qu'ils veulent voir et ce qu'ils s'attendent à voir » (Versi, 2004, p.11). Avant même de fouler le sol africain, ils en ont une image gravée dans leur psyché.

En conclusion, les éléments abordés dans cette section et particulièrement l'application des indicateurs avancés par Hawk à la perception journalistique de l'opération en Somalie nous éclairent sur une tentative d'explication de l'origine des représentations médiatiques. Malgré le fait que le schéma qu'elle propose ne s'applique pas intégralement au cas de la Somalie, cela nous rappelle qu'il est important de s'attarder aux conditions de formation des représentations médiatiques, même s'il s'agit d'une infime partie.

Les constats tirés de chacune des sections de ce chapitre permettent de conclure à l'existence d'un écart entre les discours prononcés par les présidents Bush et Clinton au sujet de l'intervention américaine en Somalie et les interprétations

qu'en véhiculent les journalistes. En premier lieu, le rôle des médias dans le cas de la Somalie et la liberté dont ils jouissent, même si elle se retrouve compromise pendant la mission, confèrent aux journalistes du *New York Times* la possibilité d'exprimer leurs véritables positions envers l'opération et de formuler des critiques. Deuxièmement, les disparités des positions se manifestent avant même le déploiement des troupes, période à laquelle George Bush répète son intention de mener une opération rapide, tandis que les journalistes décrivent les besoins des Somaliens. Cette comparaison souligne les différences entre les attentes de la population et les intentions du Président Bush.

Troisièmement, au sujet de la description du contexte somalien, d'une part, George Bush oriente ses discours afin de justifier une intervention humanitaire autour des conséquences de la famine. D'autre part, les articles rédigés sur le terrain par les correspondants font état de l'existence de conflits armés entre diverses factions. En quatrième lieu, les journalistes reconnaissent rapidement les problèmes qu'entraînent le nombre élevé d'armes entre les mains des Somaliens. Tout en étant conscients de ce fait, les acteurs politiques et militaires américains démontrent toutefois un manque de consensus et de coordination en matière de désarmement des forces somaliennes. Il en ressort un portrait journalistique qui met l'accent sur la confusion qui règne dans le dossier somalien.

Cinquièmement, l'entrée en fonction de Bill Clinton concorde avec l'éclatement de la violence en Somalie. Placé devant des choix difficiles, Clinton décidera de modifier les termes de la mission, au départ humanitaire, vers une opération d'imposition de la paix où les troupes américaines deviennent partie prenante au combat. Par contre, les problèmes au niveau de la diffusion de l'information au sujet de ces transformations ainsi que l'orientation des discours de Bill Clinton autour des solutions politiques au moment où les opérations militaires battent leur plein sur le terrain attisent les critiques des journalistes.

Sixièmement, en ce qui a trait à l'identification de l'ennemi, les journalistes, dès le départ, reconnaissent le caractère belliqueux du Général Aidid. De son côté, le Président Clinton hésite à lui attribuer l'étiquette d'ennemi, de crainte de devoir élargir le mandat de ses troupes. Tout de même, avec la montée de la violence, il revient sur sa position et reconnaît, sur la place publique, l'importance du Général Aidid. Enfin, la schématisation de la représentation journalistique de l'Afrique permet, en partie, de déceler les fondements des représentations médiatiques et ainsi d'éclairer quelque peu l'existence d'un décalage entre les deux types de discours analysés dans le mémoire.

CHAPITRE III

DISCOURS POLITIQUES DE L'ORDRE MONDIAL ET REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES

L'étude des caractéristiques dominantes comprises dans les discours politiques et les représentations médiatiques à propos de l'intervention des États-Unis en Somalie permet de confronter ces deux interprétations et de répondre à la question de recherche. Afin de déterminer l'existence ou non d'un écart entre ces deux types de discours, les points suivants sont traités : un bref rappel des éléments clés de la politique étrangère des deux présidents en poste à l'époque de l'intervention en Somalie, la position face à cette intervention des acteurs politiques et journalistiques envers le rôle et la légitimité de l'ONU, l'interprétation du multilatéralisme, de l'hégémonie, de la propagation du modèle étatique et des conditions d'intervention et finalement, un bilan de l'opération américaine en Somalie.

3.1 Les grandes lignes de la politique étrangère telles que définies par les présidents Bush et Clinton

À ce stade, il est utile de revenir brièvement sur les caractéristiques principales de la politique étrangère des présidents Bush et Clinton. Dès la dissolution de l'Union soviétique, George Bush réunit sous la bannière du « Nouvel ordre mondial » les priorités de la politique étrangère de son gouvernement. Sorties de l'emprise de la bipolarité, les interventions américaines à l'étranger doivent être révisées et sont désormais entreprises sous l'invocation de la protection de la sécurité internationale et non plus seulement au nom des intérêts des États-Unis. George Bush propose qu'elles soient menées dans le cadre de l'ONU avec

l'approbation du Conseil de sécurité. Les actions multilatérales sont également favorisées, la coalition participante à la Guerre du Golfe en est une illustration réussie, dans l'esprit du Président.

Par contre, la résurgence de l'institutionnalisme et du multilatéralisme ne signifie pas un renoncement à la puissance dont jouissent les États-Unis avec la fin de la lutte entre les deux grandes puissances. Selon Bush, la suprématie des États-Unis ne fait aucun doute et il reconnaît d'emblée que leur participation aux interventions étrangères est indispensable à leurs succès. De plus, la fin de l'intermède permettra à l'Administration Bush de poursuivre la mission plus large d'expansion et de la prolifération des systèmes politiques et économiques que sont la démocratie et le capitalisme. De son côté, Bill Clinton, au début de son mandat appuie cette doctrine et l'élargit en favorisant une implication accrue des États-Unis dans le cadre d'interventions multilatérales, par le renforcement des capacités de l'ONU et par une définition très large des conditions d'intervention.

Nous sommes maintenant en mesure de vérifier si ces traits dominants de l'ordre mondial de l'après-guerre froide se retrouvent dans les articles du *New York Times* pour ensuite se pencher sur le traitement qu'en font les journalistes. Néanmoins, il faut garder à l'esprit que ces idées relèvent du discours et que leur application diffère souvent.

3.2 Bilan de la présidence de Bush : qu'est-il advenu du « Nouvel ordre mondial » ?

Par le biais de la doctrine du « Nouvel ordre mondial », George H. Bush tente de tracer une route à suivre dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité. Quelles sont les conclusions des journalistes du quotidien analysé et des spécialistes quant à la réalisation de ce projet ? La majorité des articles qui se réfère à ce sujet dresse un bilan négatif. Les journalistes appuient la démarche de

George Bush, mais ils reconnaissent que, dans les faits, l'opération demeure infructueuse. Les arguments invoqués statuent que le système international est plus que jamais chaotique à cause de nombreux conflits et d'un travail inachevé dans les cas de la Somalie, la Bosnie, l'Irak et le processus de paix au Moyen-Orient (Lewis, 1993 ; Editorial, 1993b).

Selon l'analyse de William Odom, l'ordre nouveau que Bush a promis de mettre en place n'existe pas. Les conflits dans la périphérie et en Europe de l'Est sont fréquents, l'instabilité freine la démocratisation, les Nations unies sont sollicitées au-delà de leurs capacités et l'existence de certaines institutions internationales, particulièrement l'OTAN, est remise en cause. Bref, autant d'obstacles à surmonter avant qu'il soit légitime de proclamer une conjoncture nouvelle (Odom, 1993).

Par conséquent, le Président Clinton malgré son intention de se concentrer sur la politique intérieure, croyant que la fin de la guerre froide le permettrait, devra se consacrer à l'élaboration des grands axes de la politique étrangère américaine. Selon les propos d'un journaliste du *New York Times*, sa tâche sera de définir « une nouvelle vision afin de remplacer les clichés de la guerre froide », car la redéfinition de l'ordre mondial est loin d'être achevée au moment où le Président Bush termina son mandat (Lewis, 1993).

Ces positions retrouvent des échos auprès des analystes. Henriksen affirme que la doctrine de George H. Bush n'a produit aucun équivalent aux réalisations de la période suivant les deux guerres mondiales telles que, la doctrine Truman, le plan Marshall et la création de l'OTAN. Les quelques tentatives du Président de définir l'après-guerre froide constituent des efforts isolés plutôt que de former un projet d'ensemble (Henriksen, 1996, p.2-3).

À l'opposé, un éditorial qui conclut à un bilan positif de la présidence de Bush, l'auteur souligne le succès de son gouvernement dans des projets d'envergures

tels que, les efforts accomplis dans le contrôle des armes nucléaires, du développement de la démocratie et du libre marché, sans oublier, la réussite de la première phase de la mission en Somalie et de l'opération en Irak (Editorial, 1992e).

3.3 Rôle et légitimité de l'ONU

D'ailleurs, le cas de la Somalie revêt un intérêt particulier dans la période de l'après-guerre froide. Il constitue un essai pour les États-Unis et particulièrement pour les Nations unies, institution dont la plupart des observateurs et des acteurs politiques ont prédit la revitalisation à peine le mur de Berlin effondré. Il s'agit, dans cette section, de retracer les positions des acteurs impliqués dans l'intervention en Somalie ainsi que celles des journalistes du *New York Times* autour des questions du commandement, du désarmement et de la gestion de la violence afin de déterminer l'état de la légitimité de l'ONU. À travers ses discours, George Bush manifeste l'intention d'accorder un rôle considérable à l'ONU. Qu'en est-il de ce projet pendant l'opération en Somalie et surtout quelle en est la représentation des journalistes ?

3.3.1 La question du commandement : un dilemme politique

Avant même l'arrivée des troupes américaines sur les côtes somaliennes, les doutes se font entendre quant à cette légitimité retrouvée. La décision de George H. Bush et le vote du Conseil de sécurité entérinant le commandement américain de l'opération en Somalie réduisent le rôle de l'ONU. Généralement, les journalistes du *New York Times* rapportent les termes du débat et conviennent de sa pertinence pour l'avenir des Nations unies.

Le Président Bush annonce le déploiement des troupes en Somalie sous la condition du respect de ces trois éléments : 1) que les États-Unis agissent dans le cadre d'une opération multinationale 2) que le Conseil de sécurité vote une résolution autorisant l'utilisation « de tous les moyens nécessaires » pour mener à bien cette mission et finalement 3) que la coalition opère sous la supervision américaine (Gordon, 1992a). À ce stade, le correspondant du *New York Times* affecté à la couverture de l'ONU explique les conséquences directes de l'acceptation de ces modalités :

S'il accepte (Boutros-Ghali) l'offre américaine d'assistance militaire, il doit se résoudre à la perte de prestige et d'autorité que son organisation va assumer en cédant le contrôle de la mission qui promet de devenir l'opération humanitaire la plus ambitieuse jamais autorisée par le Conseil de sécurité (Lewis, 1992b).

Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le Secrétaire général mesure l'importance de la proposition américaine. Par contre, il soutient que la Somalie représente une occasion cruciale pour l'ONU de démontrer ses capacités d'assurer la sécurité internationale et de créer un « système efficace de sécurité collective » dans le contexte de la fin de la bipolarité (Lewis, 1992c). Dans le même ton, un éditorialiste du *New York Times* croit essentielle l'implication militaire de l'organisation. Il avance que le commandement américain souhaité par George H. Bush n'est pas nécessairement l'option appropriée. Si les États-Unis ne nourrissent pas l'ambition d'assumer la fonction de « policier mondial », ils devront, dans un avenir prochain, léguer davantage de pouvoir et d'indépendance à l'ONU (Editorial, 1992a).

La décision revient aux membres du Conseil de sécurité, dont la majorité appuie les conditions formulées par le Président Bush⁴⁶. À l'opposé, certains représentants des pays du Tiers-Monde craignent que les États-Unis aient « carte

⁴⁶ Dès le départ, La Chine a manifesté son désaccord, mais plutôt que d'utiliser le droit de veto, son représentant s'est abstenu au moment du vote (Lewis, 1992d).

blanche » dans cette intervention et que l'ONU, encore une fois, se retrouve sous le joug des grandes puissances (Lewis, 1992c).

Malgré ces protestations, le Conseil de sécurité entérine une résolution qui autorise le contrôle américain. George Bush promet toutefois de fournir des rapports fréquents au Conseil ainsi qu'au Secrétaire général afin de les informer de l'évolution des opérations sur le terrain, promesse qui est demeurée lettre morte dans le cas de la Guerre du Golfe (Lewis, 1992d, 1992e). Enfin, le journaliste Lewis expose que ce vote signifie une reconnaissance, par les Nations unies, de la nécessité des ressources américaines pour venir en aide à la population somalienne (Lewis, 1992e).

3.3.2 Le désarmement : débats et confusions

La problématique liée au désarmement⁴⁷ suscite également l'intérêt des journalistes du *New York Times*. Une partie des articles publiés dans ce quotidien présente les dissensions entre Boutros-Ghali et l'Administration Bush. L'autre partie de l'échantillon trouve son sens dans la juxtaposition des propos des correspondants à Washington et sur le terrain qui permet au lecteur de se former une opinion. La confrontation de ces articles illustre l'incohérence entre les directives de Washington et les opérations de désarmement menées par les troupes américaines, de même que les transformations fréquentes de ces directives. Enfin, loin de présenter les faiblesses de l'ONU, il en ressort davantage l'entêtement de son Secrétaire général et l'empressement de George Bush à rapatrier ses troupes. La journaliste Elaine Sciolino confirme ce constat lorsqu'elle avance que la « vision de la mission » de Boutros-Ghali « contraste avec l'opération rapide décrite par le Président Bush » (Sciolino, 1992).

⁴⁷ Nous abordons très brièvement cette problématique, car nous croyons qu'elle a été amplement développée dans le chapitre II.

Les journalistes sur le terrain constatent la menace représentée par les armes en Somalie. Conscients de leur grand nombre, ils le sont également de leur responsabilité dans le cas de la famine. Ainsi, selon Jean Perlez :

Ce sont, en grande partie, les armes qui ont causé la famine, bloqué les Nations unies dans leur première intervention et amené les États-Unis à participer à une intervention dont les Somaliens espèrent qu'elle les sauvera non seulement de la faim, mais aussi des armes que la majeure partie de la population possède (Perlez, 1992).

En définitive, les articles du *New York Times* portant sur le thème du désarmement décrivent la menace des armes et s'en préoccupent davantage que George Bush et son équipe. De plus, sans ébranler la crédibilité de l'ONU, ils posent les questions de l'élargissement du mandat américain et de ces imprécisions.

3.3.3 L'éclatement de la violence et les capacités de l'ONU de la contrer

L'augmentation de la violence soulève, à son tour, des délibérations au sujet des capacités des Nations unies. Avant le déclenchement des affrontements entre les contingents de l'ONU et de certaines factions somaliennes, la transition de l'UNITAF vers l'ONUSOM II suscite de vives inquiétudes face au vide sécuritaire que causera le départ des troupes américaines et de la possibilité d'un retour en force des clans (Lorch, 1993a). Sur le terrain, des responsables de l'ONU, des travailleurs des ONG et des citoyens somaliens anticipent un scénario catastrophique.

D'ailleurs, selon Michael Gordon, le Général Aidid va profiter de cette ouverture et s'engager dans un « test de volonté » avec les troupes onusiennes (Gordon, 1993b). Parallèlement, avant même le déploiement des troupes de l'UNITAF, un éditeur du *New York Times* reconnaît le danger d'établir le moment du désengagement :

Connaissant la date de retrait, les Seigneurs de la guerre et les bandits ne vont manifestement pas se battre contre 28 000 militaires. Ils n'ont qu'à attendre le départ des troupes américaines pour reprendre le pillage des convois de nourriture, la lutte entre les clans et l'attaque des travailleurs des ONG (Editorial, 1992c).

De plus, le guet-apens dont les Casques bleus pakistanais ont été les victimes fait ressurgir directement les questionnements sur les compétences de l'ONU qu'une journaliste exprime ainsi :

Le combat a non seulement porté un coup sérieux au contingent de l'ONU, mais il remet également en question le rôle des forces de maintien de la paix des Nations unies et de ses capacités à contrôler une situation de plus en plus volatile. Les responsables militaires de l'ONU sur le terrain ont affirmé qu'ils agiraient rapidement et fermement, mais dans les faits ils n'ont présenté aucun plan d'action (Lorch, 1993b).

L'attaque des forces d'Aidid par les troupes onusiennes en réponse à l'embuscade suscite également des interrogations. À ce sujet, les journalistes reconnaissent que les troupes de l'ONU ont dépassé les balises des missions habituelles. Cependant, majoritairement composée de troupes américaines, cette opération pose la question de la dépendance de l'ONU envers les capacités militaires des États-Unis. Michael Gordon en conclut ceci :

D'un côté, la brève offensive démontre, que les Nations unies sont aptes, du moins dans certains cas, à répondre rapidement, et de façon décisive à un défi [...]. D'un autre côté, l'opération suggère que l'ONU n'est pas en mesure de mener une action déterminante sans que les États-Unis assument la majeure partie des forces et de l'équipement (Gordon, 1993b).

De leur côté, les dirigeants politiques américains tentent de faire cesser les appréhensions et témoignent de leur confiance envers l'ONU. Le secrétaire d'État, Warren Christopher, déclare dans le *New York Times* que si l'organisation est prête à engager des actions « plus robustes et plus musclées » les résultats seront positifs (Editorial, 1993c). Pour sa part, Robert Oakley, tente de calmer les

appréhensions et annonce que le retrait des militaires américains s'effectuera progressivement (Schemo, 1993d).

Au-delà des remises en question visant l'ONU, nous avons abordé, dans le chapitre précédent, les conséquences du climat d'insécurité sur le terrain pour l'Administration Clinton. Les difficultés à définir le mandat, les critiques autour de la poursuite du Général Aidid, de la conduite d'opérations militaires et d'un déploiement supplémentaire le démontrent (Schmitt, 1993c, 1993f). Ainsi, ce n'est pas uniquement l'ONU qui a été éclaboussée à cette étape de l'intervention, mais également les décisions prises par messieurs Bush et Clinton.

En définitive, l'interprétation que soutiennent les journalistes du *New York Times* au sujet des événements et des réponses liées à la montée de la violence nous démontre que le rôle central réservé à l'ONU dans les discours du Président Bush ne se concrétise pas dans le cas de la Somalie. Dans les faits, cette institution se retrouve à la merci des décisions et des orientations du gouvernement américain en place, particulièrement autour des questions du commandement et de la gestion de la violence. Parallèlement, les journalistes identifient la perte de crédibilité de l'ONU résultant des concessions effectuées dans ces domaines. Tandis que de leur côté, les dirigeants américains continuent d'affirmer l'importance de l'ONU. En ce qui concerne le désarmement, les journalistes appuient la fermeté de Boutros-Ghali et condamnent les tergiversations de l'Administration Bush et la confusion entre les instructions de Washington et les opérations sur le terrain.

Dans ce contexte, les institutions deviennent un théâtre important dans la manifestation des relations de pouvoir et dans la définition des caractéristiques de l'ordre mondial. Tout d'abord, les relations de pouvoir se manifestent à travers le bras de fer entre Boutros-Ghali et Bush autour de nombreux enjeux dont l'issue va bien au-delà des problématiques ponctuelles du contrôle de la mission et de l'arrestation d'un chef de faction. Elles deviennent d'autant plus significatives à travers la lutte pour définir les discours dominants de cet ordre mondial.

D'ailleurs, George H. Bush, dès la première phase de son mandat, s'emploie à contrôler ce processus à travers la délimitation des conditions et des types d'interventions intégrés dans le projet plus large du « Nouvel ordre mondial » et, concrètement, par sa détermination à dicter le déroulement de l'opération en Somalie. À ce sujet, certains pays membres⁴⁸ de l'ONU s'opposent à l'influence qu'exercent les États-Unis au sein de cette institution et craignent qu'elle ne se retrouve de nouveau sous l'emprise des grandes puissances. Ainsi, des voix s'élèvent afin d'éviter que l'ONU ne devienne un instrument de diffusion de l'idéologie américaine. Par contre, ces réflexions soulèvent un paradoxe que relève un éditorialiste qui note que même si les États-Unis dominent le processus de définition de l'ordre mondial et des relations de pouvoir, il demeure qu'ils n'expriment pas systématiquement l'intention d'endosser les responsabilités d'un tel statut (Editorial, 1992d).

3.4 L'interprétation du multilatéralisme et de l'hégémonie

Habituellement, l'institutionnalisme est lié à la notion du multilatéralisme. À cet effet, dans la foulée de l'intervention de la coalition multinationale dans le Golfe, les États-Unis reprennent cette voie qui semble vouée à devenir l'apanage de l'après-guerre froide. Néanmoins, dans les discours de George Bush et des journalistes du *New York Times* il apparaît que la poursuite de ce type d'opération ne limite en aucun cas la suprématie des États-Unis et que la participation des autres nations est tributaire de la présence américaine (Bush, 1992c). Lors de l'opération en Somalie, les pays participants entretiennent des relations compétitives entre eux dans le but de récolter les meilleures tâches et territoires et de faire valoir les mérites de leurs troupes auprès des États-Unis dans ce que le

⁴⁸ Lorsque les États-Unis annoncent leur intention d'assurer le commandement de la mission, au début du mois de décembre 1992, l'Inde, le Zimbabwe, l'Équateur, le Maroc et le Venezuela manifestent leur désaccord et proposent que le contrôle de l'opération revienne au Secrétaire général de l'ONU (Lewis, 1992d).

journaliste Éric Schmitt nomme : « une compétition pour occuper un wagon de première classe sur le train des bonnes intentions » (Schmitt, 1992b).

Par contre, même si la participation des autres nations semble bien mince en comparaison à celle des États-Unis, qui ont déployé 28 000 soldats en plus d'assurer le commandement des opérations, Schmitt reconnaît la valeur de cette contribution pour les dirigeants américains. En définitive, après le départ de ces troupes ce sont eux qui assureront la suite des événements :

Les représentants américains accueillent favorablement l'implication internationale depuis qu'ils espèrent que les troupes étrangères remplaceront les forces américaines lorsque la distribution des denrées sera assurée (Schmitt, 1992b).

En général, l'implication des troupes en provenance de 33 pays fait l'objet d'une faible couverture médiatique dans le quotidien analysé. Le contenu de ces articles fait référence à des informations factuelles, telles que, le nombre de troupes et leurs faiblesses (Gordon, 1992b ; Lorch, 1993b). Ces constats confirment la thèse de Susan Moeller selon laquelle les journalistes couvrent habituellement les intervenants de leur nation (Moeller, 1999).

Par ailleurs, autour du thème de l'hégémonie, dans ses discours, le Président Bush proclame l'hégémonie des États-Unis, renforcée par la chute du bloc communiste et par la possibilité de poursuivre le projet américain sans contraintes (Bush, 1990a). De manière plus spécifique, il est possible d'interpréter l'intervention des États-Unis en Somalie comme une illustration de l'hégémonie américaine, à deux niveaux. Tout d'abord, cette intervention se traduit par l'implication directe des États-Unis qui déploient des ressources humaines, financières et logistiques considérables qui dépassent de loin celles qui sont engagées par les autres pays. Deuxièmement, cette opération satisfait l'un des objectifs du Président Bush d'assurer la protection de la sécurité internationale. Ainsi, au-delà des facteurs

internes⁴⁹ qui ont mené au déploiement des troupes américaines, cette occasion d'illustrer la suprématie des États-Unis peut être comptée au rang des facteurs d'intervention.

Parallèlement, la décision de Clinton de maintenir les troupes en place pour une période de six mois, malgré la perte de soldats américains, vise également à ne pas compromettre la suprématie américaine. Il souhaite que la communauté internationale ainsi que les ennemis potentiels admettent la puissance américaine. Toutefois, selon un journaliste, ce calcul s'avère inutile dans un système où les États-Unis constituent la seule puissance (Apple, 1993b).

En ce qui concerne les articles du *New York Times*, nous décelons dans la terminologie employée pour décrire les États-Unis les traces de l'hégémonie américaine par l'utilisation des termes de « leadership américain » et de la « puissance américaine ». Par exemple, pour Leslie Gelb : « aujourd'hui il n'existe pas d'alternatives à la domination de Washington et aucun substitut à sa puissance militaire » (Gelb, 1993). De plus, malgré la formulation de critiques envers les responsables militaires ou les dirigeants politiques, les journalistes remettent rarement en cause les aptitudes des États-Unis à diriger sur le plan international.

Par contre, ce phénomène ne signifie pas que tous soutiennent les engagements qu'un tel statut suppose. À cet effet, nous verrons ultérieurement que les journalistes favorisent une délimitation des conditions d'intervention ou encore critiquent l'absence de limite. Finalement, il apparaît que les notions d'hégémonie et de multilatéralisme ne s'excluent pas systématiquement. La domination de la

⁴⁹ Les facteurs d'intervention reliés au contexte politique américain font référence à la tenue de la campagne électorale à la présidence au cours de laquelle Clinton fustige le candidat sortant au sujet de son inaction envers la Somalie et la Bosnie. D'ailleurs la complexité de ce dernier cas fait pencher la balance du côté d'une implication en Somalie. De plus, d'autres acteurs politiques américains se manifestent pour encourager une opération en Somalie (Mermin, 1999; Minear, Weiss et Scott, 1996; Strobel 1997).

puissance américaine au sein de la période de la guerre froide lui permet de déterminer la forme que prendra une action multilatérale.

3.5 La propagation du modèle étatique

Tout comme la notion du multilatéralisme, le développement des États démocratiques s'inscrit dans les discours des présidents Bush et Clinton et, auparavant, dans la réforme du système international qui a suivi la première Guerre Mondiale. Au départ, le cas de la Somalie n'y correspond pas et le Président Bush n'entend pas y impliquer ses troupes. Il constate tout de même le vide politique qui existe en Somalie (Bush, 1992c). À leur tour, les journalistes remarquent l'absence de structures politiques et dirigent leur attention vers les conflits armés à l'origine de la famine, contrairement à Bush qui se contente de relever la présence de « bandits armés » (Bush, 1992c). Au même moment, un journaliste sur le terrain rapporte les attentes des Somaliens et dénonce l'écart qui existe entre les projets à court terme de Bush et les espérances de la population somalienne d'atteindre la paix (Perlez, 1992g).

Quelques mois plus tard, sous la présidence de Clinton, les responsables politiques de la Maison-Blanche ne démontrent pas non plus la volonté d'engager, à long terme, les troupes américaines. Apple rapporte la position de Clinton :

Il a désavoué toute participation dans la construction politique, avec ses propos, semblables à ceux de Lyndon Johnson au moment de la guerre du Vietnam : « Ce n'est pas notre travail de reconstruire la société somalienne ou encore de créer un processus politique qui permettrait aux clans somaliens de vivre en paix. Les Somaliens doivent faire cela eux-mêmes » (Apple, 1993b).

À brève échéance, l'Administration Clinton entreprend tout de même des initiatives politiques. Mais la simultanéité de ces dernières et des opérations

militaires délégitime ces efforts auprès des journalistes qui qualifient les soldats américains de « combattants » (Sciolino, 1993b).

Pour certains, il est impossible d'envisager la stabilité politique de la Somalie ou d'imposer la paix dans un pays : « où il n'existe aucun système politique, aucune tradition de gouvernement démocratique et aucun sens de la communauté » (Apple, 1993b). D'autres, encore plus défaitistes, prônent le retrait immédiat des troupes plutôt que de les laisser s'enliser (Editorial, 1993e).

Pour sa part, Friedman blâme le Président Bush qui a fait erreur en prétendant conduire une brève opération humanitaire qui, selon lui, est indissociable de la reconstruction du pays et d'une mission de longue durée (Friedman, 1993b). L'Administration Clinton se retrouve également critiquée. Les principaux griefs formulés envers elle ne sont pas que liés au dilemme de l'implication des troupes américaines au niveau du rétablissement de la paix, mais aussi au sujet des hésitations à définir clairement la mission et à la transmission des changements (Apple, 1993b).

Bref, que ce soit les dirigeants politiques américains ou encore les journalistes du *New York Times*, aucun de ces acteurs ne propose véritablement l'option de la construction d'un état démocratique. Les débats entre les acteurs, les incongruités entre les opérations militaires et politiques, les obstacles rencontrés par les soldats américains et le nombre croissant de décès dans leur rang accaparent leur intérêt au détriment de ce projet.

3.6 Les conditions d'intervention en redéfinition

La problématique des conditions d'intervention retient l'attention et fait directement référence à la question, pourquoi intervenir en Somalie ? Dans cette section, la réponse de George Bush à cette interrogation ainsi que la position des

journalistes sont explorées. Lors de ses allocutions, Bush identifie deux éléments qui orientent les principes d'intervention des États-Unis à l'étranger : la protection de la sécurité internationale et la prolifération du capitalisme, de la démocratie et des valeurs qui s'y rattachent.

Il est pertinent de vérifier s'il a invoqué ces facteurs dans le cas de la Somalie. En effet, en plus de rappeler la nécessité de résoudre le désastre humanitaire, il appuie la Résolution 794, entérinée par le Conseil de sécurité, qui stipule que la situation de crise en Somalie menace la sécurité internationale. Il exprime sa position ainsi :

Selon mon jugement, le déploiement des forces armées américaines, sous le commandement des États-Unis, en tant que partie intégrante à la réponse multilatérale prescrite par la Résolution de l'ONU est nécessaire afin de contrer cette calamité d'ordre humanitaire, de freiner la menace à la paix internationale et de protéger les travailleurs humanitaires américains sur le terrain (Bush, 1992d).

Du côté du *New York Times*, plusieurs articles publiés avant l'arrivée des troupes américaines traitent des options envisagées pour mener efficacement la mission et des discussions qu'elles alimentent entre plusieurs acteurs, humanitaires, politiques ou militaires. Ainsi, les débats qui portent sur la durée de la mission, l'utilisation ou non de la force, le respect des principes traditionnels du maintien de la paix ou encore des attentes et des recommandations des ONG envers l'Administration Bush retiennent l'attention.⁵⁰

D'autres articles de la même période formulent des critiques envers la décision de George Bush de déployer des troupes en Somalie et de ses capacités à justifier ce choix. Tout d'abord, certains s'interrogent sur la pertinence de l'implication américaine en Somalie au détriment du Soudan, de la Bosnie et du Libéria, trois pays où les besoins humanitaires sont énormes (Friedman, 1992 ; Editorial, 1992d). Deuxièmement, Friedman croit que les critères d'interventions déterminés

⁵⁰ Dans l'échantillon d'articles publiés entre le 16 novembre et le 8 décembre 1992.

par George Bush sont trop évasifs, les limites dans ce domaine demeurent floues et finalement Bill Clinton devra les définir :

Le problème est le suivant : si les objectifs de lutter contre la famine dans le monde et de protéger les droits de l'homme deviennent des critères d'intervention pour les États-Unis outre-mer, au même titre que la protection des intérêts stratégiques traditionnels, comment le nouveau Président va-t-il établir les limites ? (Friedman, 1992)

De façon similaire, un éditorialiste avance que la doctrine relative aux principes d'intervention, en raison de sa mauvaise définition, permet de cautionner à peu près toutes les opérations que les États-Unis entendront mener à l'avenir. Par contre, l'auteur doute de la volonté politique des États-Unis d'assumer le rôle de « policier global » (Editorial, 1992d).

Troisièmement, la désignation des critères d'intervention ne doit pas se retrouver sous la responsabilité exclusive du Président. Le Congrès doit absolument y participer pour garantir le respect du processus démocratique et agir à titre d'instrument d'information auprès de la population américaine lors du déroulement de l'opération (Editorial, 1992c).

Au-delà de la formulation des conditions d'intervention, un autre problème est soulevé par les journalistes et les universitaires. Il s'agit des lacunes au niveau de la communication de ces conditions auprès de la population et des médias américains. Selon Strobel, lorsque les manifestations de la violence s'intensifient en Somalie, les dirigeants politiques américains, sous l'Administration Clinton, véhiculent une image positive de la mission qui se démarque de la représentation des journalistes sur le terrain. À l'instar du Vietnam, le décalage des informations transmises par les dirigeants n'a pas préparé l'opinion publique et le Congrès aux décès de soldats américains, phénomène qu'ils n'anticipaient pas dans le cadre d'une intervention humanitaire (Strobel, 1997).

À son tour, George H. Bush, formule des critiques envers le fait que Clinton et son équipe n'aient pas expliqué adéquatement au public et aux médias l'élargissement du mandat initial de l'opération. Une fonction que George Bush prétend avoir assumée correctement alors qu'il a établi clairement, dès le départ, les termes du mandat (Apple, 1993b ; Friedman, 1993c). D'ailleurs, Apple confirme les mérites de l'ancien président à ce sujet dans le cas de la Guerre du Golfe :

Avant de déployer les troupes américaines au Golfe Persique, Bush a constamment rappelé la nécessité d'obtenir l'appui du Congrès et de la population, de recourir à la force, de définir la mission et de s'en tenir strictement à cette définition, dans les faits il a respecté toutes ces conditions et tout a bien fonctionné (Apple, 1993b).

Par contre, les récriminations qui visent Bill Clinton s'atténuent dès qu'il se prononce devant le Congrès et les médias, le 7 octobre 1993, à propos des objectifs de la mission et de l'envoi de contingents additionnels et de la décision d'une date de retrait fixe (Jehl, 1993 ; Krauss, 1993).

En guise de résumé, les journalistes critiquent les motifs d'intervention invoqués par George H. Bush ou plutôt la définition vague de ces motifs qui ouvre la porte à une infinité d'implications. En plus de récolter la tâche de les définir convenablement, il y a des leçons à tirer pour Bill Clinton dans le domaine des communications et de la nécessité de clarifier rapidement tous changements au cours d'une opération.

3.7 Évaluation de la mission

Les nombreux revirements de la participation américaine nous incitent à nous pencher sur le bilan de la mission qu'ont effectué les journalistes. Cet exercice revêt un sens particulier si nous prenons en compte que cette opération fait office

de test dans la conjoncture de l'après-guerre froide. Leurs conclusions sont mitigées. Quelques semaines avant la fin du mandat de George Bush et de la date de retrait, un éditorialiste qualifie la mission de succès. La famine et le banditisme accusent un repli et 6 000 troupes en provenance de 17 pays sont en place pour assurer la suite des opérations. À son avis, la fin du règne de George Bush se fera sur une note positive (Editorial, 1992e).

À peine un mois plus tard, les premiers soldats américains à quitter le terrain témoignent de leurs expériences auprès d'une correspondante du *New York Times* à Mogadiscio :

Ils plient bagage avec un goût amer, participant à une mission où ils souhaitent venir en aide à la population souffrant de la famine. Dans les faits, ils sont devenus leurs cibles, victimes de tirs de cailloux et de projectiles. De plus, la mort de plusieurs milliers de Somaliens ayant succombé à la faim avant leur déploiement leur laisse l'impression d'être arrivés trop tard (Schemo, 1993d).

Pour sa part, Donatella Lorch correspondante sur le terrain depuis décembre 1992, dresse une évaluation nuancée de l'UNITAF et de l'ONUSOM II. D'une part, elle reconnaît que la famine a été enrayée grâce à ces deux opérations. Sur le plan politique, une réunion de 15 chefs de factions participants aux combats s'est conclue par la signature d'un pacte de réconciliation dont les applications restent à concrétiser. Mais d'autre part, Lorch affirme que les véritables victimes dans cette crise sont la population somalienne, piégée par la lutte entre les clans et prise entre les tirs des membres des factions, des militaires de l'ONU et des États-Unis. De plus, l'avenir semble bien incertain pour cette population qui a nourri des attentes démesurées par rapport à l'intervention étrangère.

La journaliste formule également des critiques envers le rôle joué par l'ONU et les États-Unis. Tout d'abord, les Nations unies, en plus de connaître des difficultés au niveau de la bureaucratie, des ressources humaines et financières,

ont effectué de « mauvais calculs et de mauvais jugements » tout au long de leur implication en Somalie. Dans le cas des États-Unis, Lorch reproche aux dirigeants américains d'avoir mal défini le mandat de la mission, d'avoir transformé le rôle des militaires, qui est passé de gardien de convoi à combattant, phénomène qui a entraîné de nombreuses pertes en vies humaines. Elle en conclut que, dans un avenir prochain, les dirigeants politiques américains seront réticents à engager les troupes au sein de situations aussi complexes (Lorch, 1994b).

De manière plus tranchée, un éditorialiste en arrive au constat que l'opération en Somalie est un échec total, et ce, autant pour les États-Unis que pour les Nations unies. À son avis, ils ont commis deux erreurs majeures. Premièrement, la décision de George H. Bush d'entreprendre une mission humanitaire dans un pays où la lutte entre les factions faisait rage était tout à fait inappropriée. Deuxièmement, la confrontation entre les troupes de l'ONUSOM II et le Général Aidid ainsi que la poursuite de ce dernier furent désastreuses. En réaction, l'auteur de l'éditorial croit que Clinton devra réviser ses politiques d'intervention, en particulier le « multilatéralisme utopique » préconisé par son équipe. Il craint toutefois que cet exercice mène au pôle opposé et que les États-Unis fassent preuve d'une prudence excessive (Editorial, 1994).

À la suite de la politique soutenue par les présidents Bush et Clinton en Somalie, une précision doit être apportée. La question de recherche du mémoire tente de vérifier s'il existe un écart entre les discours politiques définissant l'ordre mondial et la représentation qu'en font les journalistes du *New York Times*. Cependant, une scission apparaît entre les discours du Président Bush portant sur le « Nouvel ordre mondial » et l'opérationnalisation de cette tentative de définition à travers le déploiement des soldats américains en Somalie. Le travail des journalistes consiste à commenter l'application ou l'inapplication de ces principes plutôt que d'en analyser leur bien-fondé sous leur forme discursive. À l'exception de quelques points, dont la mise en place des conditions d'intervention au sujet desquelles ils manifestent leurs doutes. De fait, la vérification de l'écart entre les

discours pour chacun des éléments de ce chapitre se rapporte à l'application de ces lignes directrices.

Plus précisément, il est opportun d'établir l'écart entre les interprétations des administrations Bush et Clinton et des journalistes pour chacun des éléments analysés dans ce chapitre. Tout d'abord, relativement à l'application de la doctrine présentée par Bush, le bilan est négatif et les journalistes prévoient encore un long travail pour la mettre en oeuvre. L'écart vis-à-vis des faits est donc constaté.

Deuxièmement, Bush souhaite donner à l'ONU une place de premier plan dans la période de l'après-guerre froide, dans la réalité cet objectif n'est pas atteint. De leur côté, les journalistes prennent conscience de la perte de crédibilité de l'institution, sans toutefois cautionner cette perte. Troisièmement, la concrétisation du multilatéralisme demeure limitée dans le cas de la Somalie et les journalistes la relègue au second plan. En fait, cette notion permet de mettre en valeur l'hégémonie des États-Unis et conséquemment son rôle de meneur au sein des actions multilatérales.

Quatrièmement, le projet de développement des États démocratiques cher au Président Bush n'apparaît pas au niveau des options envisagées pour venir en aide au pays dévasté qu'est la Somalie. Les articles du *New York Times* ne favorisent pas spécialement ce projet, mais les correspondants se prononcent toutefois sur l'insuffisance d'une mission strictement humanitaire.

Cinquièmement, les conditions d'intervention, autant au niveau de la rhétorique que dans le contexte somalien, ne font pas l'unanimité auprès des journalistes qui les qualifient de vagues et surtout qui permettent de légitimer toute intervention. De fait, ils ne croient pas qu'il soit suffisant d'établir des conditions qui ne veulent rien dire, mais qu'il importe de démontrer une volonté politique que l'équipe de Bush n'a pas manifestée en Somalie. Sous Bill Clinton, cette volonté était plus présente, mais elle n'a pas donné de résultat positif. Sixièmement, le

bilan que dresse le *New York Times* de la mission est négatif. Dès le départ, les prévisions de George H. Bush de mener une opération éclair et efficace suscite le doute des journalistes.

Nous pouvons en conclure qu'un écart existe entre les discours politiques de l'ordre mondial et la représentation médiatique du *New York Times* au sujet de l'opération américaine en Somalie. Tout au long du déroulement de la mission autant les décisions, les discours et les actions des deux présidents ont été critiqués. De plus, les journalistes ne critiquent pas la légitimité du « Nouvel ordre mondial » élaboré par Bush et son administration républicaine. Au contraire, les articles du *New York Times* reconnaissent la nécessité de redéfinir les paramètres de la politique étrangère et de sécurité américaine avec le vide que laisse la fin de la guerre froide.

Ainsi, les journalistes approuvent les principes de la politique américaine en Somalie, mais ils déplorent la façon dont elle a été menée. Les caractéristiques de l'ordre mondial exposées dans les discours des présidents Bush et Clinton sont en quasi-totalité absentes des principes guidant l'opération américaine en Somalie et l'exercice demeure purement discursif. La gestion de la mission par le nouveau Président démocrate William J. Clinton est également critiquée par les journalistes. Ainsi, l'allégeance partisane habituellement attribuée au quotidien le *New York Times* envers le Parti Démocrate n'entre pas en ligne de compte dans la représentation journalistique de l'opération américaine en Somalie. En réponse aux obstacles rencontrés en Somalie, le Président Clinton réoriente son discours et limite les conditions d'intervention des États-Unis à travers la directive présidentielle numéro 25. Dans le cas du Rwanda, il s'appuiera sur les directives de ce document afin de justifier l'inaction de son pays.

En fait, nous croyons que cet écart entre les deux types de discours dépend de deux facteurs. En premier lieu, il peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'une période en définition et qu'à ce stade aucun discours n'a réussi à s'imposer. La

période de la guerre froide se prêtait mieux à la correspondance des discours. Selon Hallin, la structure bipolaire est caractérisée par un consensus au niveau de l'idéologie. La durée de cette période ainsi que la polarisation des idéologies autour des projets et des valeurs américaines ont consolidé ce phénomène (Hallin, 1986). De plus, les mécanismes de contrôle de l'information revêtent également une importance considérable dans la transmission de l'idéologie dominante, que ce soit par la censure, les « visites guidées » et même par une surveillance pointue des citoyens américains afin de s'assurer de leur allégeance politique. La période de la post-bipolarité ne présente pas de correspondance aussi évidente, la redéfinition des caractéristiques de l'ordre mondial rend difficile la communion idéologique.

En second lieu, l'échec de l'opération américaine en Somalie renforce une représentation médiatique négative accentuée par la prétention des présidents Bush et Clinton de placer cette intervention au rang de modèle et d'essai pour la période de l'après-guerre froide.

CONCLUSION

Afin de répondre à la question de recherche du mémoire, nous avons exploré différentes facettes de la représentation médiatique des discours politiques de l'ordre mondial relativement à l'intervention américaine en Somalie.

Avant de se pencher sur l'analyse spécifique du cas somalien, dans le chapitre I nous avons présenté les caractéristiques dominantes de la guerre froide et de l'après-bipolarité proposées par les universitaires, les dirigeants politiques américains, ainsi que les médias. La première partie de ce chapitre a permis de conclure que la représentation médiatique de la guerre froide s'aligne sur les tendances politiques de l'époque. Les journalistes perçoivent et décrivent la réalité en fonction de ce sens partagé. Dans le cas des deux conflits brièvement étudiés ; la Corée et le Vietnam, les critiques des journalistes sont dirigées vers les moyens utilisés par les instances américaines plutôt que vers le fondement de leurs actions.

Par contre, cet alignement n'est pas strictement consensuel. Les représentations médiatiques ne sont pas uniquement formées par les tendances idéologiques de l'époque, mais aussi par les mécanismes de contrôle de l'information développés et utilisés par le gouvernement américain et l'appareil militaire. Ainsi, le poids de l'idéologie et le filtrage de l'information doivent être combinés afin d'expliquer les fondements des représentations médiatiques de cette époque.

Dans la seconde section, il a été question de l'éclatement des repères de la guerre froide qui a déconcerté les acteurs universitaires, politiques et médiatiques. À cet effet, plusieurs tentatives de définition se dessinent. Tout d'abord, deux principales tendances se dégagent de la sphère universitaire ; les thèses optimistes

et pessimistes⁵¹ délimitées par Bigo. Le Président Bush, à travers le leitmotiv du « Nouvel ordre mondial » et le Président Clinton avec sa stratégie « d'engagement et d'élargissement » se font, en majeure partie, des partisans de la thèse optimiste. Qualifiés de libéraux, leurs discours, en termes de politiques étrangères et de sécurité s'orientent autour de la prépondérance des institutions internationales qui permettent de mener des actions étrangères dans un cadre multilatéral selon des motifs visant à garantir la sécurité et la paix internationale. Et ce, dans un monde où la puissance américaine tente d'établir les règles du système international selon les paramètres de la démocratie, de la liberté, de l'économie de marché et des valeurs américaines.

Le chapitre II a porté sur l'étude, en trois parties, de la représentation véhiculée par les journalistes du *New York Times* par rapport à l'intervention des troupes américaines en Somalie. Nous avons constaté, dans la première partie, que la liberté de mouvement des journalistes et l'absence de censure lors de l'opération humanitaire en Somalie ont créé une liberté de presse incomparable à la couverture des conflits armés et ont permis aux journalistes de formuler des critiques envers la gestion de la crise somalienne.

Par contre, l'escalade de la violence les obligera dès le mois d'octobre à quitter le terrain. Nous avons intégré ces éléments dans l'étude de l'échantillon retenu et dans la vérification de l'existence d'un écart entre discours politiques et représentations médiatiques. En premier lieu, la période qui précède l'envoi des troupes américaines marque un écart entre la position des journalistes qui rapportent les besoins immenses des Somaliens et l'intention de Bush de mener une mission humanitaire éclair.

Deuxièmement, les définitions du contexte somalien diffèrent totalement. D'un côté, les journalistes expliquent la famine par la présence de luttes armées entre

⁵¹ Rappelons que cette délimitation entre thèse optimiste et pessimiste fait référence au débat entre réalistes et libéraux qui sont respectivement représentés par Mearsheimer et Fukuyama.

plusieurs factions. De l'autre, les discours de Bush ne font aucune référence à ces luttes et se concentrent sur la famine et déclarent que l'intervention des États-Unis doit être de type humanitaire. Troisièmement, les articles du *New York Times* font état de la problématique des armes en Somalie, des débats entre Boutros-Ghali et le Président Bush sur cette question ainsi que de la confusion entre les directives politiques et les opérations de désarmement sur le terrain.

Quatrièmement, le Président Clinton se voit confronter à une escalade de la violence en Somalie. Ses hésitations dans la gestion de l'opération, la transformation du mandat de la mission, les manquements au niveau de la communication de ces transformations ainsi que la simultanéité des opérations militaires et politiques accentuent les commentaires négatifs des journalistes. Enfin, le Général Aidid a été rapidement identifié comme un ennemi par les journalistes. Pour sa part, Bill Clinton a tardé à le reconnaître. Contrairement à Boutros-Ghali, il a préconisé une dépersonnalisation de la mission. De fait, aucun des présidents n'a utilisé la désignation d'un ennemi en tant que facteur de légitimation de l'intervention en Somalie. Bref, les constats tirés de chacune des sections de ce chapitre permettent de conclure à l'existence d'un écart entre les discours prononcés par les présidents Bush et Clinton au sujet de l'intervention américaine en Somalie et les interprétations qu'en véhiculent les journalistes

Dans la seconde partie, Beverly Hawk avance que l'origine de ces représentations médiatiques se retrouve dans la récupération consciente ou inconsciente d'un schéma interprétatif du continent africain. La couverture occidentale est marquée par l'ignorance de l'histoire africaine, la victimisation de ses populations, le rôle de « sauveur » alloué aux intervenants étrangers, l'homogénéisation de ses caractéristiques et un intérêt soutenu envers les situations dramatiques. La confrontation de ce modèle à la lecture journalistique du *New York Times* de la crise somalienne ne confirme pas la transposition systématique de ce schéma. Nous relevons tout de même des correspondances au

niveau des lacunes quant à l'histoire et particulièrement d'un bilan sombre et négatif de la Somalie.

Pour faire suite à ces analyses, le chapitre III s'est concentré sur la réponse à la question de recherche. La démarche a consisté à reprendre les idées centrales des discours de George H. Bush et de William J. Clinton pour ensuite les confronter aux interprétations formulées par les journalistes du quotidien retenu. À travers le bilan du « Nouvel ordre mondial », de la légitimité de l'ONU, du multilatéralisme, de l'hégémonie, de la construction étatique, des conditions d'intervention et d'une évaluation globale de la mission, il nous est possible d'affirmer la présence d'un écart entre les discours politiques et médiatiques pour trois raisons.

Tout d'abord, les articles du *New York Times* dressent un bilan négatif de l'intervention américaine en Somalie et la manière dont les deux présidents ont géré cette crise. Deuxièmement, les journalistes soulignent l'absence des caractéristiques dominantes de l'ordre mondial dans l'opérationnalisation de la participation américaine en Somalie. Ils concluent à un échec. Un échec d'autant plus significatif si l'on considère la prémisse émise par les journalistes et les dirigeants politiques selon laquelle l'intervention en Somalie devait représenter un test au niveau des interventions de la post-bipolarité.

Troisièmement, l'écart s'explique par le fait que la période historique de la guerre froide soit en construction et rend difficile la communion au sujet des discours dominants. En date du retrait des troupes américaines au mois mars 1994, la conjoncture de l'après-guerre froide nécessite toujours un travail de définition.

La couverture médiatique de la Somalie s'est éteinte à ce moment. Longtemps disparue de l'actualité, elle refait surface en 2005 au sein d'une période historique dite « nouvelle » et dont la plupart des analystes identifient l'émergence avec les attentats du 11 septembre 2001 et la rhétorique entourant la lutte au terrorisme soutenue par George W. Bush qui s'ensuit. Devenue un refuge pour les groupes

terroristes, selon le Pentagone, est-ce que la Somalie fera l'objet d'un nouveau regard journalistique ?

BIBLIOGRAPHIE

- Annan, Koffi, 2005. « La Somalie maintenant » – *Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie*, 18 février, Conseil de sécurité, Nations unies, S/2005/89.
- Apple Jr., R.W. 1993a. « Clinton Sending Reinforcements After Heavy Losses in Somalia ». *New York Times*, October 5, p. A1.
- _____ 1993b. « An Old Cold War Refrain ». *New York Times*, October 8, p. A1.
- _____ 1993c. « Policing a Global Village ». *New York Times*, October 13, p. A1.
- Beauregard, Claude, et Catherine Saouter (dir. publ). 1997. *Conflits contemporains et médias*. Montréal : XYZ Éditeur.
- Bernstein, Richard. 1993. « Sniping is Growing at the UN over Weakness in Peacekeeping ». *New York Times*, June 21, p. A6.
- Bigo, Didier. 1998. « Nouveaux regards sur les conflits ? ». In *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, sous la dir. de Marie-Claude Smouts, p. 309-342. Paris : Presses de Science po.
- Binder, David and Barbara Crossette. 1993. « As Ethnic Wars Multiply, US Strives for a Policy ». *New York Times*, February 7, p. A1.
- Brodeur, Jean-Paul. 1995. « Un nouveau paradigme de la violence. Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995) ». *Cultures et conflits*, no 29, http://www.conflits.org/article.php3?id_article=495.
- Brune, Lester H. 1999. *The U.S. and Post-Cold War Interventions. Bush and Clinton in Somalia, Haiti and Bosnia 1992-1998*. Claremont : Regina Books.
- Bush, George. 1990a. « Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 31, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1990/90013101.html>.
- _____ 1990b. « Address Before the 45th Session of the United Nations General Assembly in New York ». *George Bush Presidential Library and Museum*, October 1, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1990/90100100.html>.

- _____ 1991a. « Radio Address to the Nation on the Persian Gulf Crisis ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 5, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1991/91010500.html>.
- _____ 1991b. « Address Before a Joint Session of the Congress on the State of Union ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 29, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1991/91012902.html>.
- _____ 1991c. « Address to the 46th Session of the United Nations General Assembly in New York City ». *George Bush Presidential Library and Museum*, September 23, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1991/91092301.html>.
- _____ 1992a. « Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 28, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1992/92012801.html>.
- _____ 1992b. « Remarks to the United Nations Security Council in New York City ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 31, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1992/92013100.html>.
- _____ 1992c. « Address to the Nation on the Situation in Somalia ». *George Bush Presidential Library and Museum*, December 4, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1992/92120400.html>.
- _____ 1992d. « Letter to Congressional Leaders on the Situation in Somalia ». *George Bush Presidential Library and Museum*, December 10, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1992/92121000.html>.
- _____ 1993. « Statement on the National Security Strategy Report ». *George Bush Presidential Library and Museum*, January 19, <http://bushlibrary.tamu.edu/papers/1993/93011901.html>.
- Carpenter, Ted C. 1995. *The Captive Press – Foreign Policy Crises and the First Amendment*. Washington D.C. : Cato Institute.
- Christopher, Warren, Les Aspin, and David Jeremiah. 1993. «Press Briefing on Somalia ». *Clinton Foundation*, October 7, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/100793-press-briefing-on-somalia.htm>.
- Clinton, William J. 1993a. « Inaugural Speech ». *Clinton Foundation*, January 20, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/012093-speech-by-president-address-to-nation-inaugural.htm>.

- _____. 1993b. « Remarks by the President to General Johnston and Staff ». *Clinton Foundation*, May 5, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/050593-speech-by-president-to-gen-johnston-staff.htm>.
- _____. 1993c. « Presidential Letter to Congress on Somalia ». *Clinton Foundation*, June 10, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/061093-presidential-letter-to-congress-on-somalia.htm>.
- _____. 1993d. « Presidential Press Conference on Somalia ». *Clinton Foundation*, June 17, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/061793-presidential-press-conference-on-somalia.htm>.
- _____. 1993e. « Address by the President to the 48th Session of the United Nations General Assembly ». *Clinton Foundation*, September 27, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/092793-speech-by-president-address-to-the-un.htm>.
- _____. 1993f. « Clinton 's Words on Somalia : « The Responsibilities of American Leadership » ». *New York Times*, October 8, p. A15.
- _____. 1993g. « Presidential Press Conference on Somalia ». *Clinton Foundation*, October 14, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/101493-presidential-press-conference-on-somalia.htm>.
- Conseil de sécurité, Nations unies. 1993. *Résolution 837*, 6 juin, S/RES/837 (1993).
- Cox, Michael. 2005. « From the cold war to the war on terror », In *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, 3rd ed. Baylis, John and Steve Smith (dir). p. 131-157. New York : Oxford University Press.
- Davison, W. Philips. 1974. *Mass Communication and Conflict Resolution : The Role of the Information Media in Advancement of International Understanding*. New York : Praeger Publishers.
- Dennis, Everette E., George Gerbner, and Yassen N. Zassoursky (dir)., 1991. *Beyond the Cold War. Soviet and American Media Images*, Newbury Park : SAGE Publications.
- Diamond, Edwin. 1995. *Behind the Times. Inside the New York Times*, Chicago : The University of Chicago Press.
- Ebo, Bosah. 1992. « American Media and African Culture ». In *Africa's Media Image*, Beverly G. Hawk (dir)., p. 15-26. New York: Praeger.

- Editorial. 1992a. « Do it Right in Somalia ». *New York Times*, December 1, p. A24.
- _____ 1992b. « Intervention in Somalia – White House and UN muddy the mission ». *New York Times*, December 4, p. A30.
- _____ 1992c. « Congress Can't Just Let George Do it ». *New York Times*, December 4, p. A30.
- _____ 1992d. « What's the Goal in Somalia? ». *New York Times*, December 5, p. A18.
- _____ 1992e. « From Start, to Finish ». *New York Times*, December 31, p. A24.
- _____ 1993a. « Disarming Somalia, Sort of ». *New York Times*, January 8, p. A24.
- _____ 1993b. « The Halfway Man ». *New York Times*, January 19, p. A20.
- _____ 1993c. « In Somalia, Now it's the UN's Turn ». *New York Times*, February 1, p. A18.
- _____ 1993d. « A Big Second Step in Somalia ». *New York Times*, May 4, p. A24.
- _____ 1993e. « Time to Get Out ». *New York Times*, October 8, p. A 34.
- _____ 1994. « Somalia: an Accounting ». *New York Times*, March 26, p. 18.
- Fishman Jessica M, and Carolyn Marvin. 2003. « Portrayals of Violence and Group Difference in Newspaper Photographs: Nationalism and Media ». *Journal of Communication*, March, p. 32-44.
- Fortmann, Michel, mars 2000. « À l'Ouest rien de nouveau ? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXIe siècle » dans *Études Internationales*, volume XXXI, no.1.
- Friedman, Thomas L. 1992. « Crossing a Line and Redrawing it ». *New York Times*, December 5, p. A1.
- _____ 1993a. « Clinton Review's Policy in Somalia as Unease Grows ». *New York Times*, October 6, p. A1.

- _____ 1993b. « A Disastrous Battle Forces Clinton to Focus More Sharply on What it Means to Get Into, or Stay of Other Countries Problems ». *New York Times*, October 10, p. 126.
- _____ 1993c. « A Broken Truce: Clinton vs Bush in Global Policy ». *New York Times*, October 17, p. A1.
- Gelb, Leslie H. 1992a. « Shoot to Feed Somalia ». *New York Times*, November 19, p. A27.
- _____ 1992b. « The U.N. Chief's Dilemma ». *New York Times*, December 31, p. A25.
- _____ 1993. « Shaping Change ». *New York Times*, January 21, p. A2.
- Gill, Stephen. 1993. *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*. New York : Cambridge University Press.
- Gordon, Michael R. 1992a. « Somali Aid Plan is Called Most Ambitious Option ». *New York Times*, November 28, p. A6.
- _____ 1992b. « U.N. Backs a Somalia Force as Bush Vow a Swift Exit; Pentagon Sees Longer Stay ». *New York Times*, December 4, p. A1.
- _____ 1992c. « U.S. is Sending Large Force as Warning to Somali Clans ». *New York Times*, December 5, p. A5.
- _____ 1992d. « Americans Will Find Somalia Full of Arms Provided by Superpowers ». *New York Times*, December 9, p. A16.
- _____ 1992e. « TV Army on the Beach Took US by Surprise ». *New York Times*, December 10, p. A18.
- _____ 1992f. « News analysis, Next Goal for the Military: Dealing with Realities ». *New York Times*, December 11, p. A22.
- _____ 1992g. « Somali Peacekeepers to Need US Support Troops ». *New York Times*, December 15, p. A9.
- _____ 1993a. « US Plan to Leave Troops to Back UN Somalia Unit ». *New York Times*, April 30, p. A10.
- _____ 1993b. « US Attacks Somali Clan Chief to Support UN Peacekeepers ». *New York Times*, June 12, p. A1.

- _____ 1993c. « New Strength for UN Peacekeeping: US Might ». *New York Times*, June 13, p. A16.
- _____ 1993d. « Somali Warlord, Still at Large, in a Test of Wills with UN ». *New York Times*, June 15, p. A12.
- _____ 1993e. « Clinton, Praising Success Says Goal Was Not to Capture Aidid ». *New York Times*, June 18, p. A14.
- _____ 1993f. « Faction in Somalia Delaying US Plan to Pull Out Troops ». *New York Times*, August 10, p. A1.
- Gordon, Michael R. and Thomas L. Friedman. 1993. « Details of US Raid in Somalia: Success So Near a Loss So Deep ». *New York Times*, October 25, p. A1.
- Gowing, Nik, 1997. *Media Coverage. Help of Hindrance in Conflict Prevention*. Carnegie Commission in Prevention of Deadly Conflict.
- Grosser, Pierre. 1995. *Les temps de la guerre froide : réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles : Complexe.
- Hallin, Daniel. 1986. *The Uncensored War : The Media and Vietnam*. Berkeley : University of California Press.
- Hamrick, S.J. 1993. « How Somalia Was Left in the Cold ». *New York Times*, February 6, p. A21.
- Hawk, Beverly G. 1992. *Africa's Media Image*. New York: Praeger.
- _____ 1992. « Introduction: Metaphors of African Coverage ». Chap. in *Africa's Media Image*, p. 3-15. New York : Praeger.
- Hellan, Samuel, Major General. 2005. News Transcript, U.S. Department of Defense Office of the Assistant Secretary of Defense (Public Affairs), March 23.
- Henriksen H. Thomas. 1996. *Clinton's Foreign Policy in Somalia, Bosnia, Haiti, and North Korea*. Stanford University : Hoover Institution on War, Revolution and Peace.
- Hollis, Martin, and Steve Smith. 1991. *Understanding and Explaining International Relations*. Oxford : Clarendon Press.
- Hudson, Miles, and John Stanier. 1997. *War and the Media – A Random Searchlight*. Phoenix : Sutton Publishing.

- Huntington, Samuel. 1994. « Le choc des civilisations ? ». *Commentaire*, vol. 1, no 66 (été), p. 238-252.
- Jehl, Douglas. 1993. « An Elusive Clan Father in Peacekeepers Nemesis ». *New York Times*, October 7, p. A1.
- Kessler (Maj). Bart. 1997. « Bush's New World Order : The Meaning Behind the Words ». Research Paper in Partial Fulfillment of the graduation requirements of ACSC.
- Khalilzad, Zalmay. 1995. « Losing the Moment? The US and the World After the Cold War ». *The Washington Quaterly*, (June), p. 57-77.
- Knifer, John. 1993. « Reporters Stay a Long-Distance Call Away ». *New York Times*, October 10, p. 126.
- Kort, Michael. 1998. *The Columbian Guide of the Cold War*. New York: Columbia University Press.
- Krauss, Clifford. 1992a. « Washington Seeks Conditions on Plan For Somalia Force ». *New York Times*, November 27, p. A1.
- _____ 1992b. « A Few in Congress Advising Caution, or Vote on Somalia ». *New York Times*, December 7, p. A13.
- _____ 1993. « Clinton Gathers Congress Support ». *New York Times*, October 8, p. A14.
- Lake, Athony. 1994. « The Limits of Peacekeeping ». *New York Times*, February 6, p. 17.
- Layne, Christopher. 1993. « Pox Americana, Not Pax Americana ». *New York Times*, March 18, p. A2.
- Lewis, Paul. 1992a. « U.N. Chief Ask Use of Force to Back Somali Aid ». *New York Times*, November 27, p. A14.
- _____ 1992b. « U.N. Weighs Terms by U.S. for Sending Somalia Force ». *New York Times*, November 28, p. A6.
- _____ 1992c. « U.N.'s Chief Requests New Force to Ease the Somalis Misery Now ». *New York Times*, December 1, p. A1.
- _____ 1992d. « Key U.N. Members Agree to U.S. Force in Somalia Mission ». *New York Times*, December 3, p. A1.

- _____ 1992e. « Painting Nations Blue ». *New York Times*, December 9, p. A17.
- _____ 1992f. « UN Chief Fault US Again on Disarming Somalis ». *New York Times*, December 22, p. A15.
- Lewis, Anthony. 1993. « Clinton 's Nightmare ». *New York Times*, January 18, p. A17.
- Livingston, Steve. 1997. *Clarifying the CNN Effect : An Examination of Media Effects According to Type of Military Intervention*. Cambridge : Joan Shorenstein Center on Press.
- Lorch, Donatella. 1992a. « Mogadishu Port Opens to Allow Some Food Deliveries ». *New York Times*, December 7, p. A13.
- _____ 1992b. « Marines Reach Bardera but not Famine Victims ». *New York Times*, December 25, p. A10.
- _____ 1992c. « Disarming Somalis Gains in Priority ». *New York Times*, December 28, p. A4.
- _____ 1992d. « Rival Somali Leaders Meet in Capital and Pledge to Halt Fighting ». *New York Times*, December 29, p. A6.
- _____ 1993a. « US Envoy to Somalia Says American Mission Has Been Achieved ». *New York Times*, March 3, p. A6.
- _____ 1993b. « U.N. Moves Troops to Somali City and Vows Punishment for Attack ». *New York Times*, June 8, p. A1.
- _____ 1993c. « U.N. Says Attack Dealt Heavy Blow to Somali Faction ». *New York Times*, June 13, p. A1.
- _____ 1993d. « 20 Somalis Die when Peacekeepers Fire at Crowd ». *New York Times*, June 14, p. A1.
- _____ 1993e. « US Aircraft Again Attack Somali Faction's Arms Sites ». *New York Times*, June 15, p. A12.
- _____ 1993f. « UN Denies it is Seeking Somali Clan Leader's Arrest ». *New York Times*, June 19, p.A2.
- _____ 1993g. « UN Still Struggling with Somali General's Militia ». *New York Times*, September 14, p. A3.

- _____ 1993h. « Hunted Somali General Lashes Out ». *New York Times*, September 26, p. A22.
- _____ 1993i. « Somali General Denounces Further Peace Talks ». *New York Times*, October 6, p. A17.
- _____ 1994a. « After Meeting Aidid, US Envoy in Somalia Speaks of Optimism ». *New York Times*, February 3, p. A10.
- _____ 1994b. « Last of the US Troops Leave Somalia ». *New York Times*, March 26, p. A1.
- Macleod, Alex, Evelyne Dufault, et F. Guillaume Dufour (dir. publ). 2004. *Relations internationales. Théories et concepts*. 2e éd. Montréal: Athéna Éditions, coédition CEPES.
- Matetakufa, Suzan. 2000. « Le travail des journalistes africains ». *Séminaire international sur la couverture médiatique des conflits en Afrique*, Montréal 22 septembre.
- Ménard, Robert. 2000. « Le travail des journalistes occidentaux ». *Séminaire international sur la couverture médiatique des conflits en Afrique*, Montréal, 22 septembre.
- Mercer, Derrick, Geoff Mungham, and Kevin Williams. 1987. *The Fog of War – The Media on the Battlefield*. London : Heinemann.
- Mermin, Jonathan. 1999. *Debating War and Peace – Media Coverage of U.S. Intervention in the Post-Vietnam Era*. New Jersey : Princeton University Press.
- Minear, Larry, Thomas G. Weiss, and Colin Scott (dir). 1996. *The News Media, Civil War and Humanitarian Action*, Colorado : Boulder.
- Mitchell, Alison. 1993a. « President Visits Center of Crisis in Somali Town ». *New York Times*, January 2, p. A1.
- _____ 1993b. « UN Chiefs Seek Basis for Peace in Somalia Today ». *New York Times*, January 3, p. 3.
- _____ 1993c. « Angry Crowd of Somalis Disrupts Visit to Mogadishu by UN Chief ». *New York Times*, January 4, p. A1.
- _____ 1993d. « In an Armed Land, Somalis Live and Prosper by the Gun ». *New York Times*, January 5, p. A1.

- _____ 1993e. « US Troops Begin a Drive to Expand Hold in Mogadishu ». *New York Times*, January 10, p. A1.
- _____ 1993f. « Marines in Somalia Try to Rebuild a Town Council ». *New York Times*, January 18, p. A3
- Moeller, Susan D. 1999. *Compassion Fatigue – How the Medias Sell Disease, Famine, War and Death*. New York and London : Routledge.
- N’Diaye, Jean-Pierre. 2000. « Le travail des journalistes africains ». *Séminaire international sur la couverture médiatique des conflits en Afrique*, Montréal, 22 septembre.
- Neuman, Johanna. 1995. *Lights, Camera War – Is Media Technology Driving International Politics?* New York : St-Martins Press.
- Noble, Kenneth B. 1993a. « 400 US Marines Attack Compound of Somali Gunmen ». *New York Times*, January 8, p. A1.
- _____ 1993b. « Troops in Somalia Raid Big Arsenal ». *New York Times*, January 12, p. A1.
- _____ 1993c. « Islamic Militants Pushed Aside, Express Anger in Somali Port ». *New York Times*, January 15.
- Odom, William E. 1993. « More Military Muscle, Not Less ». *New York Times*, February 17, p. A19.
- ONU, 27 janvier 1997. Communiqué de Presse. Biographie de Mohamed Sahnoun, Bio/3058, SG/A626, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/1997/19970127.BIO3058.html>
- Perlez, Jane. 1992a. « How One Somalia Family, Some of it, Survives ». *New York Times*, November 19, p. A1.
- _____ 1992b. « Somalia Aid Workers Split on Troops ». *New York Times*, November 27, p. A14.
- _____ 1992c. « U.S. Plan to Guard Convoys is Backed by Somali General ». *New York Times*, November 28, p. A1.
- _____ 1992d. « U.S. Move Might Save Ailing Somali Relief Effort ». *New York Times*, November 29, p. A16.
- _____ 1992e. « Somali Clan Chief Says he Backs Aid ». *New York Times*, November 30, p. A9.

- _____ 1992f. « Thievery and Extortion Halt Flow of U.N. Food to Somalis ». *New York Times*, December 2, p. A1.
- _____ 1992g. « Expectations in Somalia ». *New York Times*, December 4, p. A1.
- _____ 1992h. « Anxiety and Fear in Somalia in the Waiting for U.S. Forces ». *New York Times*, December 5, p. A1.
- _____ 1992i. « Marines at Airport ». *New York Times*, December 9, p. A1.
- _____ 1992j. « Two Somali Factional Leaders Pledge to End the Fighting ». *New York Times*, December 12, p. A6.
- _____ 1992k. « General is Wary of Sending Force to Somali Interior ». *New York Times*, December 14, p. A8.
- _____ 1992l. « Must U.S. Strip a Land of Guns ? ». *New York Times*, December 15.
- _____ 1992m. « Gunmen Reappear in Somalia Renewing Security Concerns ». *New York Times*, December 18, p. A1.
- _____ 1992n. « American is Killed in Somalia by Mine Planted by Clans ». *New York Times*, December 24, p. A1.
- _____ 1992o. « Witnesses Report a Somali Massacre Before US Arrival ». *New York Times*, December 29, p. A1.
- _____ 1992p. « Somalia 1992: Picking UN Pieces as Famine Subsides ». *New York Times*, December 31, p. A1.
- _____ 1993. « Bush Sees Victims of Somali Famine ». *New York Times*, January 1, p. A8.
- Press Secretary. 1993a. « Statement on Somalia ». *Clinton Foundation*, August 8, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/070893-statement-on-somalia.htm>.
- _____ 1993b. « Statement by Press Secretary on Somalia ». *Clinton Foundation*, September 25, <http://www.clintonfoundation.org/legacy/092593-statement-by-press-secretary-on-somalia.htm>.
- Ramonet, Ignacio. 2003. « La guerre des mondes ». *La Guerre froide 1948-1991, Manière de voir, Le Monde diplomatique*, no 70, (août-septembre), p. 6-7.

- Safire, William. 1993. « When to Use Force ». *New York Times*, January 7, p. A23.
- Saso, Emily. 2005. « Blood Looks Very Red on the Colour Television Screen. The Evolution of Representing Modern War in America ». Toronto: Center for International and Security Studies, York University, *YCISS Working Paper*, Number 33.
- Schemo, Diana Jean. 1993a. « US Attacks Rebels in Somalia: Marine is Slain ». *New York Times*, January 26, p. A3.
- _____ 1993b. « Somali Warlords Recruited ». *New York Times*, January 28.
- _____ 1993c. « Somali Sweep Shows G.I. Role Shift ». *New York Times*, January 31, p. A14.
- _____ 1993d. « Hope Left Behind Somalia by Disillusioned US Marines ». *New York Times*, February 2, p. A6.
- _____ 1993e. « Boy's Death in Somalia Tests Uneasy US Role ». *New York Times*, February 20, p. A1.
- _____ 1993f. « Nearly Everything in Somalia is Now Up for Grab ». *New York Times*, February 21, p. A3.
- Schmitt, Eric. 1992a. « U.S. Assesses Risks of Sending Troops to Somalia ». *New York Times*, December 1, p. A10.
- _____ 1992b. « Foreign Units by the Dozen and All Elite ». *New York Times*, December 16, p. A11.
- _____ 1992c. « U.S. General Sees Expanded Role on Somali Weapons ». *New York Times*, December 19, p. 3.
- _____ 1992d. « They Keep the Supply Tunnel to Somalia Open ». *New York Times*, December 25, p. A10.
- _____ 1993a. « U.S. Job in Somalia is Growing in Cost ». *New York Times*, January 17, p. A7.
- _____ 1993b. « U.S. Expresses Regret at Shooting a Somalis ». *New York Times*, June 14, p. A6.
- _____ 1993c. « U.S. Mission in Somalia: Seeking a Clear Rationale ». *New York Times*, August 27, p. A10.

- _____. 1993d. « U.S. Forces to Stay in Somalia to End Warlord Violence ». *New York Times*, August 28, p. A1.
- _____. 1993e. « U.S. Vows to Stay in Somalia Force Despite an Attack ». *New York Times*, September 26, p. A1.
- _____. 1993f. « U.S. Aides Call for Pressing U.N. on Somalia Settlement ». *New York Times*, October 2 1993, p. A3.
- _____. 1994. « U.S. Weighs Withdrawal from Somalia ». *New York Times*, July 22, p. A7.
- Sciolino, Elaine. 1992. « U.N. Wants Somalia Disarmed Before US Leaves ». *New York Times*, December 11, p. A23.
- _____. 1993a. « UN Chief Warning US Against Pullout of Force in Somalia ». *New York Times*, October 1, p. A1.
- _____. 1993b. « Puzzle in Somalia: the US Goal ». *New York Times*, October 5, p. A8.
- Scott, Len. 2005. « International History, 1945-1990 ». In *The Globalization of World Politics*, 3rd ed, John Baylis and Steve Smith (dir). p. 93-110., New York : Oxford University Press,.
- Seib, Philippe. 1997. *Headline Diplomacy – How new's coverage affect foreign policy*. Westport : Praeger Edition.
- Sens, Allen G., 1997. *La Somalie et l'évolution de maintien de la paix : les conséquences pour le Canada*, Ottawa : Commission d'enquête sur le déploiement des Forces Canadiennes en Somalie.
- Scowcroft, Brent. 1993. « Who Can Harness History? Only the US ». *New York Times*, July 2, p. A15.
- Stevenson, Jonathan. 1995. *Losing Mogadishu. Testing U.S. Policy in Somalia*. Annapolis : Naval Institute Press.
- Stremlau, John, 1991. « The New Global System and its Implications for Peace and Security in Africa », *Address by State Department Policy Planning Staff Deputy Director*, September 2,
http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m1584/is_n35_v2/ai_11470717/print.

- Strobel, Warren. 1997. *Late Breaking Foreign Policy. The News Media's Influence on Peace Operations*. Washington : United States Institute of Peace Process.
- Thrall, Trevor A. 2000. *War in the Media*. New Jersey : Hampton Press Inc.
- Ungar, Sanford J., and David Gergen. 1991. *Africa and the American Media*. New York : Freedom Forum Media Studies Center.
- Tiftt, Sussan E. and Alex S. Jones. 1999. *The Trust. The Private and Powerful Family Behind the New York Times*. Boston, New York, London : Little, Brown and Company.
- Versi, Anver. 2004. « Reprogramming the Western Media ». *African Business*, Issue 298, (May), p.11.
- Wander, Philip. 1990. « The Rhetoric of American Foreign Policy ». In *Cold War Rhetoric. Strategy, Metaphor, and Ideology*, Martin J Medhurst et al., p.153-177. New York : Greenwood Press.
- White House, Bureau of International Organization Affairs. 1994. *Executive Summary : Clinton Administration Policy on Reforming Multilateral Peace Operations*, May, <http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd25.htm>.
- Wines, Micheal. 1992. « Force to Remain into Clinton Presidency ». *New York Times*, December 5, p. A1.
- Wolforth, William. 1999. « The Stability of a Unipolar World ». *International Security*, (Summer), p. 5-41.
- Young, Christopher.1991. *The Role of the Media in International Conflict : a report on a two-day seminar held in Ottawa*, September 12-13, Canadian Institute for International Peace and Security.
- Young, Peter, and Peter Jesser. 1997. *The Media and the Military. From the Crimea to Desert Strike*. New York : St-Martin's Press.